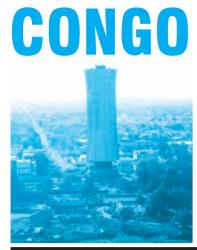
Les Etats veulent





LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 4330 - MERCREDI 7 SEPTEMBRE 2022



Les experts des pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) se réunissent à Brazzaville en vue de trouver

Les participants à l'ouverture des travaux/Adiac les mécanismes devant permettre d'accroître les

CEMAC

échanges commerciaux intracommunautaires. Les transactions commerciales entre les six Etats

de la Cémac n'atteignent pas 4% du volume des échanges globaux, ce qui fait d'elle la communauté la moins intégrée du continent.

GROUPE PARLEMENTAIRE DE LA MAJORITÉ

Ndinga Makanda mettra le cap sur la formation



Gabriel Ondongo installant Accel Arnaud Ndinga Makanda

Le nouveau président du groupe parlementaire de la majorité présidentielle et alliés à l'Assemblée nationale, Accel Arnaud Ndinga Makanda, a été installé hier dans ses fonctions par le secrétaire permanent chargé de l'organisation et de la mobilisation du Parti congolais du travail, Gabriel Ondongo. Parmi les missions qui l'attendent figure en bonne place l'encadrement des députés et

leur participation aux débats politiques à l'hémicycle. Une tâche dont il mesure l'ampleur. « Il y a la mission pédagogique mais aussi la mission du débat politique. Nous devons suivre l'action de nos députés. Pour cela, il faut les former, leur donner les connaissances nécessaires pour qu'ils soient à la hauteur des attentes », a-t-il déclaré.

Page3

ÉDITORIAL

Influence

Page 2

SOCIÉTÉ

L'émancipation de la femme congolaise au cœur d'une étude

accélérer le commerce

intracommunautaire

La femme est au cœur de deux études menées dans des départements du pays à l'initiative du Conseil consultatif de la femme par des chercheurs de l'université Marien-Ngouabi. La première porte sur « La participation de la femme à la vie politique en République du Congo » et la seconde concerne « Les obstacles et inégalités entre les sexes imputables aux us et coutumes impactant négativement l'émancipation de la Page 2 femme ».



Antoinette Kebi suivant la présentation des études

JEUX MILITAIRES INTERNATIONAUX Le Congo se classe troisième



Une épreuve de course d'orientation et de saut en parachute de précision

Les militaires congolais qui participaient, du 15 au portées visait à renforcer la coopération militaire 27 août à Alger en Algérie, à la huitième édition et technique internationale des pays participants des jeux militaires internationaux ont terminé à et augmenter le prestige du service militaire au la troisième place avec une médaille de bronze travers des épreuves telles que le parcours d'obstacles, la course d'orientation, le parcours de tir de leur catégorie derrière la Syrie et la Russie qui ont respectivement remporté l'or et l'argent. après effort, le saut en parachute de précision et La compétition qui concernait les troupes aérode chute opérationnelle.

2 | POLITIQUE LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE N°4331 - Mercredi 7 septembre 2022

ÉDITORIAL

Influence

'est un fait. Les mélodies de la République du Congo et de la République démocratique du Congo sont exécutées partout dans l'espace public des pays d'Afrique centrale. Bien qu'elles ne soient pas toutes chantées en français, la rythmique séduit à elle seule tous les mélomanes et amoureux de la musique.

Du coupé-décalé à la rumba en passant par le dombolo, ces rythmes enflamment les bardancings et troquets du Gabon, du Cameroun, de l'Angola, du Tchad, de la Centrafrique... Comment ces chansons se répandent-elles avec autant de vitesse ? Par les chaînes de télévisions câblées et l'Internet qui en sont de véritables agents vecteurs.

Mais n'est-ce pas un manque à gagner pour les auteurs-compositeurs? La réponse à cette question est oui et non. La plupart de ces opus sont téléchargeables gratuitement sur You tube et autres supports de transfert des sons à partir d'un smartphone ou d'un ordinateur. Autant dire que les artistes n'en tirent aucun subside.

Une situation incohérente qui ne peut durer. Ainsi, revient-il aux propriétaires des moteurs de téléchargement d'étudier très sérieusement l'instauration d'un véritable mécanisme de paiement des téléchargements dont les dividendes profiteront aussi bien à eux-mêmes qu'à leurs auteurs.

Si tel n'est pas le cas, les artistes musiciens seront les grands perdants et c'est toute la créativité musicale des nouvelles générations qui en pâtira. En tout cas, c'est indéniable, la mondialisation culturelle au niveau de l'Afrique en général et de l'Afrique centrale en particulier fait son petit bonhomme de chemin.

Les Dépêches de Brazzaville

GENRE

Le CCF veut cerner la problématique liée à l'émancipation de la femme

Le Conseil consultatif de la femme (CCF) a confié, par le biais du Centre de prospective pour le développement (Ceprod), deux études aux enseignants chercheurs de l'Université Marien-Ngouabi, dont l'une porte sur « Les obstacles et inégalités entre les sexes imputables aux us et coutumes, impactant négativement l'émancipation de la femme » et l'autre sur « La participation de la femme à la vie politique en République du Congo ».

Après avoir parcouru huit départements en trois semaines, l'équipe coordonnée par le Pr Didier Ngalebave a fait le 5 septembre à Brazzaville le point du déroulement des études, la méthodologie utilisée. Elle a aussi présenté à la secrétaire exécutive du CCF, Antoinette Kebi, les résultats auxquels elle est parvenue ainsi que les difficultés rencontrées. Composée des philosophes, historiens, sociologues, anthropologues, juristes et statisticien-démographes, cette équipe a utilisé le modèle théorique épistémo-éthique pour atteindre ses cibles dans les départements des Plateaux, de la Cuvette, de la Cuvette-Ouest, de la Sangha, du Kouilou, du Niari, de la Lékoumou et de la Bouenza.

« Les personnes ressources : femmes et hommes, âgés de plus de 55 ans, ont été choisies sur la base de la carte ethnolinguistique locale, à raison d'une ou deux par communauté ethnique, de façon à pouvoir reconstituer l'itinéraire de la condition de la femme congolaise, depuis la période anté-coloniale jusqu'en 2022, afin de mieux percevoir les enjeux actuels », a rappelé le Pr Didier Ngalebaye.

Sans aller dans les détails, il a indiqué que ces études ont montré clairement que le Congo est profondément fracturé en deux camps. A titre d'exemple, il a cité la clé de répartition du patrimoine du défunt mari, qui sous-estime l'investissement de la famille moléculaire dans la scolarisation et le positionnement socioprofession-



Antoinette Kebi suivant la présentation des études/Adiac

nel du jeune garçon, dont l'ingratitude et l'arbitraire du code de la famille sont à l'origine de nombreux cas de sorcellerie observés dans les familles et qui causent l'instabilité existentielle des veuves et orphelins. « Les autorités gouvernent à partir de la ville en s'appuyant sur le droit positif moderne, dont le fondement vient de l'Occident, mais les populations vivent suivant leurs coutumes. Entre le droit positif et les coutumes, il n'y a pas de dialogue pour ne prendre que le cas du mariage », a-t-il laissé en-

Se félicitant de cette opportunité offerte par le CCF aux enquêteurs nationaux, notamment ceux de l'université de Brazzaville, Didier Ngalebaye a annoncé la poursuite des études dans le département du Pool dès la semaine prochaine. Ceci avant la présentation officielle des résultats dans environ un mois.

Selon la secrétaire exécutive du CCF, ces deux études visent à bien cerner les différentes problématiques évoquées. Lorsqu'on parle

d'inégalités entre les sexes, il faut connaître, a rappelé Antoinette Kebi, leurs origines. S'agissant des obstacles qui impactent négativement l'émancipation de la femme, elle a souligné la nécessité d'aller au fond du problème, sillonner les différents départements pour causer avec les personnes, d'autant plus que certains blocages sont inhérents aux coutumes et à l'éducation reçue. « Nous pensons très sincèrement que cette étude sera d'un grand un apport pour la société scientifique et pour les populations. Cela va nous permettre de mieux cerner la problématique et de nous acquitter de manière plus pointue des missions qui sont les nôtres, à savoir donner des avis au président de la République concernant la condition de la femme et faire des suggestions visant à améliorer l'intégration de la femme dans la vie publique et dans toutes les sphères de la vie », a-t-elle déclaré.

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC) Site Internet: www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama Assistante: Leslie Kanga Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara Rewriting: Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion Grand-reporter: Nestor N'Gampoula, Service Société: Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko Service Politique: Parfait Wilfried Douniama

(chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Ové Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda

Service Afrique/Monde: Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakvs

Service Culture et arts: Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO: Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef: Faustin Akono Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Commercial : Mélaine Eta Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault Chef d'agence : Nana Londole Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoordonnateur : Alain Diasso Économie: Laurent Essolomwa, Société: Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi Culture: Nioni Masela Sports: Martin Envimo Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga Bureau de Kinshasa: 4. avenue du Port-Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé / Kinshasa - RDC - / Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service) Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle Adjoint à la direction : Christian Balende Rédaction: Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice: Lydie Pongault Secrétariat : Armelle Mounzeo Adjoint à la directrice : Abira Kiobi Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso Personnel et paie Stocks : Arcade Bikondi Caisse principale: Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques: Mildred Moukenga Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna Assistante commerciale : Hortensia Olabouré Administration des ventes: Marina Zodialho. Svlvie Addhas

Commercial Brazzaville:

Commercial Pointe-Noire: Mélaine Eta Anto Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima Diffusion Brazzaville: Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani Diffusion Pointe-Noire: Bob Sorel Moumbelé

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur: Gérard Ebami Sala

Ngono /Tél.: (+242) 06 895 06 64

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur: Emmanuel Mbengué Assistante: Dina Dorcas Tsoumou Directeur adjoint : Guillaume Pigasse Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi Gestion des stocks : Elvy Bombete Adresse: 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -République du Congo Tél.: (+242) 05 629 1317 eMail: imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice: Lydie Pongault Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali Adresse: 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice: Lydie Pongault Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi. Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale www.lesdepechesdebrazzaville.com Siège social: 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo Tél.: (+242) 06 895 06 64 Email: regie@lesdepechesdebrazzaville.fr Président : Jean-Paul Pigasse Directrice générale : Bénédicte de Capèle Secrétaire général : Ange Pongault

INTÉGRATION

Stimuler le commerce intracommunautaire en zone Cémac

Des experts du commerce extérieur sont en conclave à Brazzaville, depuis le 6 septembre, pour tenter de proposer des pistes de solution en vue d'accélérer le rythme des échanges des marchandises en Afrique centrale. Les États membres de la sous-région veulent doper le volume du commerce intracommunautaire d'ici à 2030.

La Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) est considérée comme espace communautaire le moins intégré du continent, avec un niveau des échanges commerciaux n'excédant pas la moyenne mondiale de 6%. Sur la période de 2014 à 2017, la moyenne annuelle est de 3,5% de l'ensemble des échanges de la sous-région. En dépit des engagements pris par les six pays membres, les transactions commerciales n'atteignent pas 4% du volume des échanges globaux.

Le conclave des experts de la sous-région s'inscrit, d'après Clément Belibanga, le commissaire en charge du département des politiques économiques, monétaires et financières, dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau Programme statistique (Stat-Cémac) sur la période 2021-2030 voulu par la conférence des chefs d'État. Cette rencontre dédiée au développement du commerce intracommunautaire constitue donc l'une des toutes premières activités du programme Stat-Cémac.

« Le choix du Commerce comme première activité du Programme Statistique sous-régional a été longuement pensé et est l'aboutissement d'un travail profond et d'une idée sous-jacente vitale : il faut commercer sur le plus grand espace possible pour se développer(...)
La multiplication des crises successives montre une fois de plus l'importance pour les pays de la Cémac d'opérer de véritables réformes structurelles et surtout de travailler de manière concertée. La survie de nos économies et partant de nos populations dépendra ainsi de notre volonté forte de rester ensemble », a lancé Clément Belibanga.

Avec le développement des infrastructures de transport dans la sous-région, au cours de ces dernières années, les échanges commerciaux intercommunautaires devraient se densifier, notamment sur les corridors routiers. Le conseiller à la relance économique et à la prospective du ministre de l'Économie, Tchicaya Gondhet, s'est montré rassurant à ce sujet. L'instauration d'un dispositif statistique adéquat permettrait de disposer des informations fiables sur ces corridors routiers.

Pendant quatre jours, les experts du commerce extérieur vont essayer de mettre en place les bases d'un dispositif fiable et rigoureux de collecte des données pérennes sur le volume des échanges intracommunautaires de biens dans les différents corridors de la sous-région et, ils vont également examiner les contours d'une étude qui sera

menée sur ce propos, dans laquelle l'état des lieux de l'application des règles communautaires en matière de la libre circulation des produits d'origine Cémac.

Notons que le programme Stat-Cémac est arrimé à la Stratégie pour l'harmonisation de la statistique en Afrique de l'Union africaine. Sa finalité est l'installation d'un système statistique performant qui générait des informations statistiques fiables, harmonisées, disponibles à temps, couvrant toutes les dimensions du développement et de l'intégration politique, économique, sociale, environnementale et culturelle de la Cémac.

Fiacre Kombo

MAJORITÉ PARLEMENTAIRE

Accel Arnaud Ndinga Makanda conscient de sa mission

Le nouveau président du groupe parlementaire de la majorité présidentielle à l'Assemblée nationale, Accel Arnaud Ndinga Makanda, qui a pris ses nouvelles fonctions le 6 septembre, s'est dit conscient de l'ampleur de la mission confiée à son équipe.

La nouvelle équipe dirigeante du groupe parlementaire Parti congolais du travail (PCT) et alliés, élue le 30 août dernier, a été installée ce mardi par le secrétaire permanent chargé de l'organisation et de la mobilisation du PCT, Gabriel Ondongo. C'était après la passation de consignes entre le président sortant par intérim, Eugène Mbanzoulou, et l'entrant Accel Arnaud Ndinga Makanda. Le secrétaire permanent chargé de la formation et des ressources humaines du PCT succède à ce poste à Jean-Jaurès Ondelé, nommé récemment ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Congo en République de Turquie.

Faisant le bilan de l'équipe sortante, le président intérimaire a rappelé que le groupe parlementaire de la majorité présidentielle de la quatorzième législature était composé de 129 députés. « Nous avons travaillé selon les normes consacrées par les groupes et défendu valablement les projets de lois venus du gouvernement. Le groupe a fonctionné avec dextérité et cohésion. Il n'y a pas eu de problème particulier en son sein. Il a suivi normalement les activités des députés et soutenu la campagne de l'élection présidentielle de mars 2021 où les députés avaient été nommés directeurs locaux de campagne, et les résultats nous les connaissons », a-t-il résumé en substance.

Mesurant l'ampleur de la tâche qui l'attend, Accel Arnaud Ndinga Makanda a rappelé que l'une des missions dévolues à son équipe



Gabriel Ondongo installant Accel Arnaud Ndinga Makanda/Adiac

consiste à encadrer les députés et de participer au débat politique à l'hémicycle. «Il y a la mission pédagogique mais aussi la mission du débat politique. Nous devons suivre l'action de nos députés. Pour cela, il faut les former, leur donner des connaissances nécessaires pour qu'ils soient à la hauteur de leur tâche afin de ne pas trahir la vision de notre groupement politique », a-t-il indiqué.

A la différence de la quatorzième législature où il y avait deux groupes parlementaires (majorité et opposition), la quinzième législature en a trois : PCT et alliés, Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) et Union des démocrates humanistes (UDH-Yuki). Une nouvelle configuration qui interpelle le député de la première circonscription électorale de Ouesso, dans le dé-

partement de la Sangha. Selon Accel Arnaud Ndinga Makanda, les députés de la majorité présidentielle sont pleinement compétents pour aider le gouvernement parce qu'ils ont la mission de contrôle de l'action gouvernementale. Cela doit commencer par nous, a-t-il rappelé, avant que les députés de l'opposition n'agissent. « Il y a le projet de société du président de la République que nous avons

transformé en Plan national de développement (PND). Il va falloir méticuleusement suivre ce plan, réaliser tout ce qui y est retenu parce que le peuple attend. Les députés vont aider le gouvernement à aller de l'avant et à faire qu'au bout du rouleau nous ayons un bilan très positif et nous nous mettons à l'œuvre pour réaliser cette tâche », a conclu le nouveau président du groupe parlementaire PCT et alliés.

Représentant le président par intérim de la majorité présidentielle, Pierre Moussa, le chargé de l'organisation et de la mobilisation du PCT, Gabriel Ondongo, a rappelé les attentes placées en cette nouvelle équipe. « Nous venons d'installer le camarade Ndinga Makanda, c'est un cadre rompu, plusieurs fois députés. Cela veut dire qu'il connaît bien le milieu...Que les membres de cette équipe ne déçoivent pas leur parti et leur président. Ils ont le devoir absolu de conduire les collègues pour aiguillonner l'action du gouvernement. Je compte sur eux, je les connais tous, très compétents et capables de défendre le PCT et la majorité présidentielle », a exhorté Gabriel Ondongo.

Notons qu'Accel Ndinga Makanda est suppléé dans ses fonctions par Henri Djombo et Eugène Mbanzoulou, respectivement premier et deuxième vice-président du groupe parlementaire. Jean Aimé Mavoungou occupe les fonctions de secrétaire et Antoinette Tiélé Gambia Olou de trésorière.

 ${\it Parfait\,Wilfried\,Douniama}$







AVIS DE RECRUTEMENT N°02/UGP-KOKISA POUR LE RECRUTEMENT D'UN « Responsable Administratif Financier et Comptable de l'UGP KOBIKISA » (Publication - période du 07 au 8 septembre 2022)

Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu de l'Association Internationale de Développement (IDA) du groupe de la Banque mondiale un crédit d'un montant équivalent à quarante-deux millions sept cent mille Euros (42 700 000) afin de mettre en œuvre le projet de renforcement du système de santé, « Kobikisa ». Le projet Kobikisa vise à aider le gouvernement du Congo à répondre aux besoins sanitaires immédiats de la population en améliorant l'accès aux soins et services de santé essentiels, en particulier pour les populations les plus vulnérables. Le projet appuiera l'offre de soins et services de santé maternelle et infantile de qualité à travers l'approche Financement Basé sur la Performance (FBP) qui sera couplée avec la gratuite ciblée pour les femmes enceintes, les enfants de 0 à 5 ans et les plus personnes jugées pauvres.

L'objectif de développement du projet est d'augmenter l'utilisation et la qualité des soins et services reproductifs, maternels et infantiles dans les zones ciblées, en particulier parmi les ménages les plus vulnérables.

Le projet KOBIKISA est structuré en guatre composantes: •La Composante 1 : porte sur le cofinancement du FBP et le soutien à la mise en œuvre de la gratuité des soins de santé pour les femmes enceintes et les enfants et des exemptions de frais pour les ménages les plus pauvres.

•La composante 2 : soutenir la gouvernance des finances publiques, plus particulièrement dans le secteur de la santé. •Composante 3 : Gestion et suivi du projet : assurera une gestion et une mise en œuvre technique fiduciaire efficace et efficiente du projet. Cette composante soutiendra la coordination du projet.

Pour s'assurer la mise en œuvre du projet Kobikisa, le Gouvernement a confié au Ministère de la Santé et de la Population le «lead» du Projet dont l'ancrage est au niveau de la Direction générale de l'administration et des ressources (DGAR). La gestion du projet sera assurée par l'Unité de Coordination KOBIKISA dont l'unité FBP sera basée à la Direction générale des services de soins de santé (DGSSSa). L'exécution du projet Kobikisa sera assurée par l'Unité de Gestion du Projet (UGP) placée sous l'autorité du Ministre en charge de la santé.

Parmi les conditionnalités requises pour démarrer le projet. il est nécessaire de recruter différents experts au sein de cette UGP, dont un Responsable Administratif, Financier et Comptable (RAFC).

1. Mandat général :

La Section Administration, Finance et Comptabilité est pla-

cée sous la responsabilité du Responsable Administratif. Financier et Comptable qui a sous son autorité un (e) comptable, (e) et les chauffeurs.

Sous la responsabilité du Coordonnateur du Projet, le RAFC sera chargé entre autres de :

-Assurer l'administration du projet

-Superviser les activités de la comptabilité;

-Appliquer au niveau de l'UGP l'ensemble des procédures comptables et financières énoncées dans les manuels du Projet et les directives de la Banque mondiale

2. Description des tâches:

Le RAFC aura pour tâches entre autres de : En matière de gestion administrative :

-Coordonner la rédaction des correspondances en rapport avec le Projet;

-Appuyer la Coordination dans la gestion administrative, financière et comptable du PANC;

-Participer à la programmation, au suivi et à l'évaluation des activités du projet :

-Fournir aux consultants un appui logistique nécessaire pour l'accomplissement de leur mission;

En matière de gestion financière :

-Présenter à la Coordination du Projet pour approbation les budgets prévisionnels, les comptes annuels de l'UGP: -Présenter à la Coordination du Proiet pour approbation les

ordres de transferts de fonds sur les comptes spéciaux et autres comptes ouverts dans les banques de la place; En matière de gestion du personnel:

-S'assurer de la tenue des dossiers individuels du personnel de l'UGP et de la documentation physique et électronique du Projet;

-S'assurer de la mise en œuvre des plans de formation du personnel des Agences d'Exécution concernées par le Proiet ainsi que du personnel de l'UGP.

En matière de gestion du patrimoine :

-Veiller au respect strict de la procédure d'approvisionnement en biens et services, en collaboration avec le Spécialiste en Passation de Marchés (SPM) de l'UGP;

-S'assurer que les stocks et les équipements acquis sur les fonds sont régulièrement protégés et peuvent être contrôlés à tout moment.

•Être titulaire d'un diplôme universitaire supérieur de niveau minimum licence ou équivalent (MSTCF, DESCF/DSCG, DESS, etc) en comptabilité, sciences économiques et financières ou toute autre discipline équivalente d'une institution connue (diplôme d'une école de commerce de réputation par exemple)

•Un diplôme professionnel supérieur en comptabilité du type Expert-Comptable (CPA, DEC, ACCA, ACA, etc) reconnu par un ordre professionnel comptable international, et ou de même qu'un diplôme en gestion de projet de développement serait un atout

•Jouir d'une expérience professionnelle pertinente d'au moins (05) cinq ans en gestion administrative et financière dans une entreprise privée, dans les projets de développement, ou autre expérience professionnelle jugée équivalente (en cabinet d'audit et d'expertise comptable) dont au moins 5 ans à des postes de responsabilité (Directeur comptable, Directeur Administratif et Financier, Contrôleur de gestion, Auditeur Manager

•Une expérience pratique d'au moins trois (03) ans dans les domaines de gestion administrative, comptable et financière de structures financées par les Bailleurs de fonds internationaux (UE, IDA / Banque Mondiale, BAD, DFID, les Agences de l'ONU) serait un atout:

•Avoir une bonne maîtrise des procédures et directives des différents bailleurs de fonds, notamment de la Banque mondiale, serait un atout :

•Avoir la maîtrise des procédures de gestion de l'administration publique serait un atout;

•Avoir une expérience dans les institutions ou projets similaires; •Avoir une formation FBP et une expérience pertinente (02 ans) dans la gestion des transferts de fonds aux formations sanitaires (FOSA) dans le cadre des contrats de performance FBP est un atout.

•Avoir un certificat ou attestation de formation sur la prévention de fraude et sur la prévention des exploitation et abus sexuels est un atout

•Voir une bonne maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point, TomPro...)

•Avoir une très bonne maitrise du français.

NB: Tous les candidats fonctionnaires doivent noter que dans l'éventualité qu'ils sont retenus, ils ne pourront être recrutés qu'à condition qu'ils puissent prouver et/ou justifier qu'ils sont soit détachés ou mis en disponibilité par la fonction publique, et s'engagent individuellement dans le cadre de contrats de consultants individuels

Sauf dans le cadre des exceptions prévues par la loi, les candidats ayant déjà été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au moment de postuler ne seront pas retenus, conformément à la loi. Ceci vaudra aussi pour les candidats atteignant l'âge de la retraite, soit au moment du recrutement, et/ou avant la fin de la première année du contrat.

4. Procédure et Méthode de Sélection

La procédure de sélection sera conduite conformément au Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement de la Banque Mondiale, édition juillet 2016. Le recrutement sera effectué par appel à candidature et comportera deux (2) phases:

•Une phase de présélection des candidats par l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés pour le poste au regard de l'analyse de leurs CV;

•Une phase d'interview des candidats présélectionnés. Le candidat retenu à l'issue de la phase d'interview sera invité à une séance de négociation de son contrat de travail.

5. Composition du Dossier de candidature

Le dossier de candidature sera constitué comme suit : Une lettre de motivation adressée à Monsieur le Coordonnateur de l'UGP-Kobikissa;

•Les copies des diplômes (les originaux seront demandés pendant les entretiens);

•Un curriculum vitae détaillé;

•Les copies des attestations de travail du candidat dans le domaine couvert par le poste (Les originaux seront demandés pendant les entretiens).

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au siège de l'Unité de Gestion REDISSE IV au n° 1, rue Lucien Fourneau-Bacongo, sis dans l'enceinte des nouveaux logements sociaux. Email: eryxdarius 40@ gmail.com/congobrazza villered is sep@gmail.com-www.redisseiv.cg. Tél: +242 06 824 19 45 / +242 05 358 71 25 / +242 06816 5050 - Brazzaville - République du Congo.

Les dossiers de candidature doivent être rédigés en Français et portés la mention «Candidature au poste de Responsable Administratif, Financier et Comptable de l'UGP-KOBIKISA » et déposés sous pli fermé aux adresses ci-dessus ou par voie électronique aux adresses (passationdesmarchesredisse@gmail.com / eryxdarius40@ gmail.com) au plus tard le 28 septembre 2022 à 12 heures.

> Fait à Brazzaville, le 30 Août 2022 Le Coordonnateur de l'UGP-Kobikisa, MBOU ESSIE Darius Ervx.

AVIS DE RECRUTEMENT N°01/ UGP-KOKISA POUR LE RECRUTEMENT D'UN « Spécialiste en Passation des Marchés » du projet Kobikisa » de l'UGP KOBIKISA » (Publication – période du 07 au 08 septembre 2022)

Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu de l'Association Internationale de Développement (IDA) du groupe de la Banque mondiale un crédit d'un montant équivalent à quarante-deux millions sept cent mille Euros (42700000) afin de mettre en œuvre le projet de renforcement du système de santé, « Kobikisa ». Le projet Kobikisa vise à aider le gouvernement du Congo à répondre aux besoins sanitaires immédiats de la population en améliorant l'accès aux soins et services de $sant\'e \, essentiels, en \, particulier \, pour \, les \, populations \, les$ plus vulnérables. Le projet appuiera l'offre de soins et services de santé maternelle et infantile de qualité à travers l'approche Financement Basé sur la Performance (FBP) qui sera couplée avec la gratuite ciblée pour les femmes enceintes, les enfants de 0 à 5 ans et les plus personnes jugées pauvres.

L'objectif de développement du projet est d'augmenter l'utilisation et la qualité des soins et services reproductifs, maternels et infantiles dans les zones ciblées, en particulier parmi les ménages les plus vulnérables. Le projet KOBIKISA est structuré en quatre composantes

•La Composante 1 : porte sur le cofinancement du FBP et le soutien à la mise en œuvre de la gratuité des soins de santé nour les femmes enceintes et les enfants et des exemptions de frais pour les ménages les plus pauvres. Cette composante financera dans le cadre de la sous-composante 1.1, les paiements des subsides FBP aux établissements de la zone ciblée, en fonction de leurs résultats en matière d'interventions sanitaires à fort impact et de leur qualité pour les femmes et les enfants.: (i) les services de santé génésique, y compris la planification familiale, les soins pré et postnatals, les so insobst'etriques d'urgence et les accouchements; (ii)les services de santé infantile : (iii) la vaccination et (IV) les services de nutrition pertinents et importants.

Dans le cadre de la sous-composante 1,2, le projet soutiendra la conception détaillée du mécanisme d'achat susmentionné, son lancement et son administration permanente, ainsi que des modèles pilotes de prestation de services dans les régions éloignées qui reposent plus largement sur les services de santé communautaires.

•La composante 2: soutenir la gouvernance des finances publiques, plus particulièrement dans le secteur de la santé. Cette composante comprendra la sous-composante 2.1: qui soutiendra certains processus d'amélioration des performances et la réforme visant à améliorer les processus de gestion des finances publiques et les systèmes fiduciaires. Et La sous-composante 2.2 qui comprend une assistance technique pour renforcer les finances publiques sectorielles. Elle assurera également le renforcement du système de santé par l'alignement de l'approche FBP sur les systèmes nationaux de Gestion des Finances Publiques (GFP), et fournira une assistance technique pour le développement et la mise en œuvre d'une stratégie de financement de la santé.

•Composante 3: Gestion et suivi du projet: assurera une gestion et une mise en œuvre technique fiduciaire efficace et efficiente du proiet. Cette composante soutiendra la coordination du projet.

•Composante 4: Intervention d'urgence contingente. $Cette\,composante\,d'intervention\,d'urgence\,contingente$ (CERC) sera incluse dans le projet conformément à la politique opérationnelle (OP) 10.00 paragraphes 12 et

Pour s'assurer la mise en œuvre du projet Kobikisa, le Gouvernement a confié au Ministère de la Santé et de la Population le «lead» du Projet dont l'ancrage est au niveau de la Direction générale de l'administration et des ressources (DGAR). La gestion du projet sera assurée par l'Unité de Coordination KOBIKISA dont l'unité FBP sera basée à la Direction générale des services de soins de santé (DGSSSa).

L'exécution du projet Kobikisa sera assurée par l'Unité de Gestion du Projet (UGP) placée sous l'autorité du Ministre en charge de la sant

Elle a pour ancrage institutionnel la direction des études et de la planification et comprend parmi ses membres, des consultants expérimentés à recruter selon les procédures jugées acceptables par la Banque mondiale. Parmi les conditionnalités requises pour démarrer le projet, il est nécessaire de recruter différents experts au sein de cette UGP, dont un Spécialiste en Passation des Marchés (SPM).

Les présents termes de référence définissent les tâches et les qualifications requises pour le Spécialiste en Passation de Marchés.

1.Mandat général

La mission du Spécialiste en passation des marchés vise globalement à apporter un appui technique, à l'UGP et aux structures bénéficiaires du projet, dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés, en conformité avec les procédures usuelles de la Banque mon-

Les objectifs spécifiques consistent à:

•élaborer un plan efficace de passation des marchés et en assurer une parfaite mise en œuvre:

 Apporter un appui-conseil, en matière de passation des marchés, à l'UGP et à toutes les structures bénéficiaires

•procéder au classement et à l'archivage des dossiers des marchés; •élaborer et exécuter un programme de renforcement des capacités en passation des marchés au profit des responsables de l'UGP et des structures bénéficiaires.

2.. Description des tâches

Placé sous l'autorité directe du Coordonnateur du Projet à qui il rend compte de ses activités, le Spécialiste en passation des marchés travaille en étroite collaboration avec toutes les autres structures de l'Unité de Gestion du projet (UGP) pour réaliser les tâches essentielles sui-

•exercer la fonction de passation des marchés;

 $\bullet \text{Mettre en place les instruments de base de la passation}$ de marchés (manuel des opérations, directives et documents de gestion des marchés conformes aux exigences du manuel d'exécution du projet):

•Élaborer les outils de gestion des marchés adaptés aux besoins du projet, dont le plan annuel de passation des marchés et sa mise à jour périodique

•Développer les mécanismes de suivi de l'exécution des contrats:

•Développer les mécanismes de contrôle, procédures et pratiques nécessaires à l'intégrité du système de passation des marchés dont le système de classement.

3 Nature et étendue des services Sous la supervision générale du Coordonnateur du Pro-

iet, le Spécialiste en passation des marchés sera •Responsable de la mise en place d'un système simple de gestion de la passation des marchés comprenant : (i) la planification des opérations de passation des marchés (ii) le suivide l'avancement (iii) l'analyse des écarts entre les réalisations et le plan de passation des marchés

•Chargé de planifier, préparer et coordonner le calendrier d'acquisition de services de consultants, de fournitures et travaux pour chaque sous-composante;

•Responsable de l'établissement de tous les rapports d'activités prescrits par le manuel des procédures de l'Unité d'Exécution du projet, mais également de tout autre rapport que les bailleurs pourraient demander dans le cadre de l'exécution du projet;

•Responsable de la qualité de l'ensemble du processus d'acquisition, et plus précisément de ce qui suit : a. Faire le suivi, auprès des services techniques bénéfi-

ciaires ou de l'Unité de Gestion du projet, (i) de la préparation et de la finalisation des termes de référence (TDR) pour les acquisitions de services de consultant, et (ii) des spécifications techniques des biens et travaux; a. Assurer le contrôle de qualité des dossiers d'appel d'offres, et des demandes de propositions (suivant les modèles fournis par l'IDA) préparés par les unités techniques devant être soumis à la non-objection de l'IDA et assurer leur transmission/vente selon le cas;

b. Procéder au lancement des appels d'offres (le cas échéant aux avis à manifestation d'intérêt ou présélection) selon les modes convenus dans l'accord de prêts. c. Veiller à la bonne gestion des appels d'offres en cours

d. Participer aux séances publiques d'ouverture des plis pour fournir des conseils et assurer le contrôle de qualité des rapports d'ouverture des offres et propositions reçues, préparés par les commissions d'évaluation; e. Effectuer l'exécution de la passation des marchés de toutes les activités du projet (revue préalable et à postériori) à travers la plateforme STEP, et ce de manière

systématique f. Assister les Unités techniques dans la préparation des contrats, après l'obtention des avis de non-objection si requis et veiller à leur signature par les personnes habilitées à le faire;

g. Concevoir et mettre en place une base de données fournisseurs et développer des statistiques de gestion qui permettront aux bailleurs de mesurer le niveau de performance de l'équipe chargée de la passation des marchés:

h.Mettre en place un système de classement des dossiers de passation des marchés qui inclura pour chaque marché tous les documents relatifs à ce marché y inclus les documents relatifs aux paiements, en vue de permettre toute revue à posteriori de l'IDA dans STEP; i. Fournir un appui conseil à l'Unité de Gestion du projet en matière d'interprétation des clauses contractuelles

de prévention des litiges et de gestion des éventuels

j. Assurer l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme de transfert de compétence en passation de marchés à l'assistant qui l'accompagnera dans l'exercice de ses fonctions ainsi qu'à tous les acteurs du ministère de la Santé impliqués dans la gestion fiduciaire.

4. Durée de la mission

différends;

Le (la) candidat(e) retenu(e) sera invité(e) à signer un contrat d'un (1) renouvelable compte tenu de ses performances.

5. Profil du candidat Le consultant devra avoir:

-au moins un diplôme universitaire (de niveau Bac +4 minimum en sciences de gestion, Economie, Droit, administration des affaires, Ingénieur en génie civil, architecte ou équivalent d'une université reconnue;

-une très bonne connaissance des pratiques de passa tion des marchés en générale et des règles de procédures de passation des marchés des banques multilatérale:

-une expérience d'au moins cing (5) ans dans le domaine de la passation des marchés, dont deux (2) ans en rapport avec le domaine de la santé pour des projets financés ou cofinancés par les banques multilatérales de développement:

-une bonne connaissance des logiciels usuels (Word, Excel, Power Point, STEP et autres outils de communi-

-une parfaite maîtrise de la langue française; -une connaissance intermédiaire de l'anglais serait un

-une bonne aptitude à travailler en équipe et sous pression:

-une formation additionnelle en passation de marché sur les procédures des partenaires multilatéraux et bilatéraux est souhaitée.

4. Procédure et Méthode de Sélection

La procédure de sélection sera conduite conformément au Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Invest is sement de la Banque Mondiale, 'edition juillet 2016.Le recrutement sera effectué par appel à candidature et comportera deux (2) phases:

•Une phase de présélection des candidats par l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés pour le poste au regard de l'analyse de leurs CV; •Une phase d'interview des candidats présélectionnés. Le candidat retenu à l'issue de la phase d'interview sera invité à une séance de négociation de son contrat de travail.

 $5. Composition\,du\,Dossier\,de\,candidature$

demandés pendant les entretiens).

Le dossier de candidature sera constitué comme suit : •Une lettre de motivation adressée à Monsieur le Coordonnateur de l'HGP-REDISSEIV

·Les copies des diplômes (les originaux seront demandés pendant les entretiens);

•Un curriculum vitae détaillé •Les copies des attestations de travail du candidat dans le domaine couvert par le poste (Les originaux seront

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au siège de l'Unité de Gestion REDISSE IV au n° 1, rue Lucien Fourneau-Bacongo, sis $dans \ l'ence inte \ des \ nouveaux \ logements \ sociaux. \ Email$: -congobrazzavilleredissep@gmail.com-www.redisseiv.cg. Tél: +242 06 665 20 33 / +242 05 358 71 25 /

+242 06816 5050 - Brazzaville - République du Congo - Brazzaville - République du Congo Les dossiers de candidature doivent être rédigés en Fran-

çais et portés la mention « Candidature au poste de Spécialiste de Passation des Marchés de l'UGP-KOBIKISA » et déposés sous pli fermé aux adresses ci-dessus ou par voie électronique aux adresses suivantes:(passationdesmarchesredisse@gmail.com/ eryxdarius40@gmail.com) au plus tard le 28 septembre 2022 à 12 heures.

Fait à Brazzaville, le 30 Août 2022 Le Coordonnateur de l'UGP-Kobikisa, MBOU ESSIE Darius Eryx.

AFRIQUE-EUROPE

Alain Gaudin: « La diaspora africaine est un acteur essentiel du développement économique et social de l'Afrique »

Pour le juriste Alain Gaudin, la proposition du Parlement européen et du conseil de « directive CRD VI » pourrait mettre en danger le partenariat Afrique-Europe, et empêcher les banques africaines d'offrir leurs services à leur clientèle de la diaspora résidant en Europe. L'avocat a signé cette réflexion dans une tribune livrée au quotidien Le Monde.

président de la République, Emmanuel Macron, au Cameroun, au Bénin et en Guinée-Bissau, (du 25 au 28 juillet), qui intervient, « dans le droit fil de l'agenda présenté en novembre 2017 Ouagadougou pour renouveler la relation Afrique-France », on peut s'interroger sur la capacité de l'Union européenne (UE) à renforcer et à pérenniser son partenariat avec l'Afrique. Lors de la conférence de presse du 6e sommet Afrique-UE, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a rappelé la nécessité d'un tel partenariat, en définissant le rôle

Au terme de la visite du de l'Union européenne, « un partenariat économique » auquel l'Afrique peut « faire confiance ». Encore le « paquet d'investissement « Global Gateway » Afrique-Europ », à 150 milliards d'euros, qui a pour objet de « soutenir l'Afrique Alain Gaudin note aussi une incohérence juridique du droit européen avec la politique européenne, et rappelle que « la diaspora africaine est un acteur essentiel-plus stable que l'aide publique au développement et les inves-

économique entre les deux continents. Il pense que la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil, communément appelée « directive CRD VI » [Capital Requirements Directive VI] pourrait bien, si sa rédaction actuelle

banques africaines - d'offrir leurs services à leur clientèle diasporique résidant en Europe.

Pour Alain Gaudin, l'article 21 quater de la CRD VI exigerait des banques africaines qu'elles créent succursale chaque pays de l'Union européenne où elles souhaiteraient exercer une activité bancaire, ce qui, en soi, n'est pas critiquable. Cependant, aujourd'hui, certains Etats de l'Union interdisent aux banques africaines de commercialiser, sur leur sol, auprès des diasporas, les services bancaires dont ces dernières ont besoin dans leur pays d'origine, en Afrique.

Noël Ndong

« Soutenir l'Afrique en vue d'une reprise et d'une transformation solides, inclusives, vertes et numériques »

en vue d'une reprise et d'une transformation solides, inclusives, vertes et numériques », illustre de façon toute l'attention politique européenne portée à l'Afrique.

tissements directs étrangers - du développement économique et social de *l'Afrique* » et que la puissante contribution des transferts d'argent et de la « bi-bancarisation » en lien

était conservée, susciter de « fâcheuses » divergences d'interprétation entre les Etats membres quant à la latitude qui devrait être laissée aux banques des pays tiers- et, donc, des

CHINE

Pékin condamne l'approbation par les Etats-Unis d'une nouvelle série de ventes d'armes à Taiwan

La Chine s'oppose fermement et condamne fortement l'approbation par le gouvernement américain d'une nouvelle série de ventes d'armes à Taiwan, a annoncé lundi Mao Ning, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères.

« La Chine prendra des mesures résolues et fortes pour défendre fermement sa propre souveraineté et ses intérêts de sécurité », a déclaré Mao Ning lors d'un point de presse, précisant que les ventes d'armes portent gravement atteinte à la souveraineté et aux intérêts de sécurité de la Chine, nuisent gravement aux relations sino-américaines ainsi qu'à la paix et à la stabilité à travers le détroit de Taiwan, et envoient un signal gravement erroné aux forces séparatistes de «l'indépendance de Taiwan. « La Chine s'y oppose fermement et les condamne avec force. Nous prendrons des mesures résolues et fortes pour défendre fermement notre propre souveraineté et nos intérêts de sécurité », a indiqué la porte-parole.

D'après Mme Mao, depuis un certain temps, les Etats-Unis ont piétiné à plusieurs reprises le droit international et les normes fondamentales régissant les relations internationales et ont manqué à l'engagement politique

du dirigeant américain de ne pas soutenir «l'indépendance de Taiwan».

La partie américaine continue de déformer, d'esquiver et de vider de sa substance le principe d'une seule Chine, fait délibérément des provocations sur la question de Taiwan, et soutient les forces séparatistes de «l'indépendance de Taiwan» et est de connivence avec elles. Les Etats-Unis ont une responsabilité incontestable dans

« La Chine s'oppose fermement et les condamne avec force. Nous prendrons des mesures résolues et fortes pour défendre fermement notre propre souveraineté et nos intérêts de sécurité »

la montée des tensions dans le détroit de Taiwan, a-t-elle poursuivi.

Selon elle, la Chine appelle la partie américaine à respecter le principe d'une seule Chine et les dispositions des trois communiqués conjoints sino-américains, à mettre fin aux ventes d'armes à Taiwan et aux contacts militaires avec Taiwan, à cesser de créer de nouveaux facteurs susceptibles de provoquer des tensions dans le détroit de Taiwan, à cesser de chercher à manipuler politiquement les questions liées à Taiwan, à cesser d'utiliser Taiwan pour contenir la Chine et à éviter de s'engager plus avant dans la mauvaise et dangereuse voie.

« Je tiens à préciser une fois de plus à la partie américaine que Taiwan est un territoire chinois. La question de Taiwan ne tolère aucune interférence extérieure. Aucun individu ou aucune force ne peut arrêter le processus historique de la réunification complète de la Chine », a-t-elle fait savoir.

Xinhua

FRANCE-MALI

Le visa français refusé aux titulaires du passeport diplomatique malien

Cela ne fait l'ombre d'aucun doute, le Mali officiel est en train de ressentir les contrecoups de l'expulsion de l'ambassadeur de France au Mali, Joël Meyer, le 31 janvier 2022, pour des propos outrageux de deux membres du gouvernement français à l'égard des autorités maliennes de la Transition, avec la mise en pratique de mesures d'accès limité au visa français.

Comme la réponse du berger à la bergère, le consulat général de France à Bamako excelle dans la rétorsion contre des officiels maliens, dont les demandes de visa sont presque toutes refusées, en cette période de vacances où les besoins de voyages vont crescendo. Et si par extraordinaire, un officiel voyait le visa apposé sur son document de voyage, sa durée de séjour ne dépasserait plus de 15 jours alors que celle-ci, précédemment, pouvait aller jusqu'à trois mois.

Et comme pour corroborer l'assertion qui dit qu'un malheur ne vient jamais seul, on a l'impression que tous les pays de l'Union européenne se sont passés le mot pour durcir les conditions d'entrée dans l'espace Schengen aux ressortissants maliens. En tout cas, le détenteur du passeport diplomatique malien est presque systématiquement refusé d'entrée sur le territoire français alors que son compatriote, titulaire d'un passeport ordinaire, tire son épingle du jeu pour peu qu'il soit en règle vis-à-vis de la législation française en la matière.

Du coup, c'est la peine dans certains milieux. Beaucoup de rendez-vous médicaux ou d'affaires semblent donc désormais tributaires de la détente entre Bamako et Paris. En attendant, les plus optimistes et les plus dégourdis pourraient toujours user de subterfuges pour échapper aux mailles du filet, comme par exemple acquérir une autre nationalité pour éviter les sauts d'obstacles.

VISITEZ DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES.

Musique

Musée du Bassin du



de la Tradition la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo.



Réf: A0004/Fondation Odzala-Ko-

koua-Lossi/31-08-2022

Objet: Fourniture et installation d'un système solaire

Présentation de la Fondation Odzala-Kokoua-Lossi

La Fondation Odzala-Kokoua, créé en 2012, est issue d'un accord de partenariat signé entre le Gouvernement du Congo et l'ONG African Parks Network, par lequel une délégation de gestion du Parc National Odzala-Kokoua a été attribuée pour une durée de 25 ans. Depuis 2020, la zone de Sanctuaire de Lossi est également gérée par l'unité de gestion du Parc.

Actuellement tous les bases du parc y compris le quartier général fonctionne sur les groupes électrogènes 12 heures par jour de travail et 6 heures par jour pendant les weekend et jours fériés. Dans le but d'améliorer les conditions de travail et de vie il a été décidé de convertir le système d'électricité du quartier général en système solaire.

Objectifs et scope de l'appel d'offres :

Pour assurer les conditions optimales de travail au sein du Parc National Odzala-Kokoua, La Fondation Odzala-Kokoua-Lossi sollicite une installation d'un système solaire détaillé en annexe « A » du présent avis d'appel d'offres. La Fondation Odzala-Kokoua-Lossi vous invite de ce fait, par le présent avis d'appel d'offres, à présenter votre offre technico-financière sur le système solaire détaillé en annexe « A ».

Participation et origine :

La participation au présent appel d'offre est ouverte à égalité de chance à toutes les entreprises issues d'une liste restreinte et qui disposent d'une bonne surface financière et de référence avérée dans le domaine de la fourniture de matériels

électroniques solaires et autres composantes sur le territoire national congolais et/ou à l'international.

Financement:

Ce projet d'acquisition est financé par des différents bailleurs de fonds d'African Parks Networks pour la Fondation Odzala-Kokoua-Lossi. Il convient donc que cet achat se fera sous réserve de leur validation.

 $Processus\,de\,soumission\,et\,pr\'esentation\,d'offres:$

- 1) Le présent avis d'appel d'offres est constitué des éléments principaux suivants :
- •Description des besoins (Annexe A)
- •Critères d'évaluation et/ou qualification

2) Présentation des offres

En réponse au présent appel d'offres, les entreprises produiront deux documents distincts en un seul plis fermé :

- •Offre Technique
- •Offre Commerciale financière

La préparation et le dépôt des offres se feront conformément aux dispositions du présent appel d'offres et des instructions

aux soumissionnaires donnés dans le dossier d'appel d'offres.

- 3) Constitution du dossier de soumission
- En plus de leurs offres techniques et financières, les soumissionnaires devront fournir:
- •Les références des organisations et/ou preuves de livraison sur le territoire congolais et/ou international.
- •Les contrats/bons de commande de fourniture de système solaire auprès d'autre organisations au cours des trois dernières années.
- •Les documents attestant de l'origine, la provenance des équipements livrés à date auprès d'autres organisation (justificatifs de livraison BL, FOB etc. du fabricant ou de son/ses représentants officiels).
- •Les preuves et documents qui attestent de l'authenticité

AVIS D'APPEL D'OFFRES

des marques listées ci-dessus.

- •Certificat de bonne vie de mœurs (casier judiciaire).
- •Copies de vos documents légaux, de vous et/ou de votre établissement/société tels que

l'identification nationale, RCCM, NIES, CNSS, etc.

Livraison:

Lieu d'installation est au République du Congo, précisément au quartier général du Parc National Odzala-Kokoua a Mbomo. La Fondation Odzala-Kokoua-Lossi prendra en charge le transport et dédouanement du matériel tel que transport des techniciens pour installation, ce cout sera considéré pendant l'évaluation des offres.

Communication, dépôt des offres et date limite :

Toutes les questions concernant cet appel d'offres et les dossiers doivent être adressée par courrier électronique au Responsable des achats Samantha Ntikarahava samanthan@africanparks.org avec en copie le Responsable des Stocks Christian Egneka christiane@africanparks.org; la Responsable des Opérations Marketa Svejcarova marketas@africanparks.org; Assistant responsable des Opérations Jydril Kibangou jydrilk@africanparks.org.

A défaut de la possibilité d'envoie électronique du présent dossier d'appel d'offre, une copie de cet appel d'offre peut être déposée au bureau de la Fondation Odzala-Kokoua-Lossi à Brazzaville: Fondation Odzala-Kokoua-Lossi 188 bis avenue Cardinal Emile Biayenda

BP 62 Brazzaville / République du Congo

Votre offre doit être reçue sous plis fermé dans une enveloppe sans votre identité apparente. Tout signe, sceau ou marque relevant de votre identité sur l'enveloppe entrainera l'exclusion de votre offre.

Ne doit apparaître sur l'enveloppe que la référence de l'appel d'offre ci-dessous :

Réf appel d'offre: N° A0004/Fondation Odzala-Kokoua-Lossi/31-08-2022-Fourniture et installation d'un système solaire avec mention « A N'OUVRIR QU'EN SÉANCE DE DÉPOUILLEMENT »

Les candidats qui souhaitent participer à cet appel d'offres, devront nous faire parvenir leur dossier et offre de prix libellé en Franc CFA, Euros ou US Dollar.

N.B: La date limite de dépôt des offres est fixé au jeudi 29 Septembre 2022 à 12h00 au plus tard.

Validité des offres :

•Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 90 jours après la date limite de remise des offres. Dans des cas exceptionnels, avant l'expiration de la période de validité des offres, la Fondation Odzala-Kokoua-

Lossi peut demander aux soumissionnaires une prolongation de cette période, qui ne peut toutefois excéder 30 jours.

- •Il est de la responsabilité des soumissionnaires de s'assurer que leur offre est reçue par la Fondation Odzala -Kokoua-Lossi aux dates et heures dues. Toute proposition reçue après la date et l'heure indiquées sera rejetée.
- •La soumission d'une proposition traduira le fait que le soumissionnaire s'est familiarisé avec toutes les conditions du dossier d'appel d'offres. Le soumissionnaire fournira tous les documents requis sous peine d'annulation de sa soumission.

Modification et annulation de l'appel d'offres :

•La Fondation Odzala-Kokoua-Lossi se réserve le droit en cas de nécessité, d'apporter toute modification ultérieure au présent appel d'offres ou de ne pas donner suite à l'offre, •La Fondation Odzala-Kokoua-Lossi peut jusqu'à la signature du contrat, soit annuler l'appel d'offre, soit annuler la

procédure de mise en place du contrat sans que les soumissionnaires puissent prétendre à une quelconque indemnisation,

• En cas d'annulation, tous les soumissionnaires sont avertis par écrit, dans les meilleurs délais des motifs d'annulation.

Evaluation des offres:

Les offres seront évaluées en deux étapes distinctes
•L'évaluation technique et vérification de conformité : les propositions techniques seront comparées aux critères cités dans le document. Toute non-conformité est un motif de disqualification. Une visite technique des équipements dans les locaux du soumissionnaire n'est donc pas exclue.

•L'évaluation financière : seules les soumissions techniquement conformes pourront participer à cette phase d'évaluation. L'évaluation financière est faite sur la base des critères financiers et des informations exigées dans le dossier de l'offre.

Les offres seront évaluées selon les critères ci-dessous •Critères techniques conformément aux spécificités techniques attendues.

•Critères financiers conformément aux spécificités suivantes: prix unitaire par item, conditions de paiement proposées par le soumissionnaire, délais de livraison etc.

•Le mode d'évaluation retenu est l'évaluation technico-financière comme dans le tableau ci-dessous

CRITERES NOTE MAXI

Conformité avec les spécifications techniques •50%
Prix unitaire du produit considéré et conditions
Délais d'installation • 10%

ANNEXE A

Pour vous orienter et vous donner un ordre de grandeur, en « annexe A » la description des besoins avec les quantités approximatives

N.B: Les marques et spécifications qui les accompagnent devront être respectées.

Caractéristiques du système requises :

- •Capacité du système entier : 40-50 kW
- •Pic de l'énergie solaire : 30-40 kW
- Possibilité d'expansion future
- •Système entièrement automatique
- •Connexion sur le groupe électrogène sur place
- •Production décentralisée d'énergie
- •Équipements principaux du système (appart tous accessoires etc.) :

Équipement / Quantité / Capacité et spécificités Batterie / 1 / 100 kW h / Lithium

Panneaux solaires/Selon besoin du système/300-400W Inverseur/Selon besoin du système/Compatible avec le système entier

N.B:

1. Date limite de dépôt de dossier le jeudi 29 septembre 2022 2. La cotation devra inclure les spécifications techniques du système, les conditions d'installation et les modalités de paiement.

Responsable des opérations

Le directeur du Parc

Marketa Svejcarova

Jonas ERIKSSON

8 | AFRIQUE/MONDE LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE N°4331 - Mercredi 7 septembre 2022

KENYA

La Cour suprême confirme la victoire de William Ruto

La Cour suprême du Kenya a confirmé, le 5 septembre, la victoire du vice-président sortant, William Ruto, à l'élection présidentielle du 9 août devant Raila Odinga, qui avait dénoncé des fraudes.

« C'est une décision unanime. Les recours sont par la présente rejetés. En conséquence, nous déclarons le premier défendeur (William Ruto) président élu », a déclaré la présidente de la Cour suprême, Martha Koome. En vertu de la Constitution, William Ruto doit prêter serment le 13 septembre. Il deviendra à 55 ans le cinquième président du Kenya depuis l'indépendance du pays en 1963. Les deux camps ont promis ces derniers jours de respecter la décision de la plus haute juridiction, connue pour son indépendance.

Le 15 août, le vice-président sortant, William Ruto, avait été déclaré vainqueur d'un des scrutins les plus serrés de l'histoire du Kenya, avec environ 233 000 voix d'avance (50,49% contre 48,85%) sur Raila Odinga, 77 ans. Pour Raila Odinga, cette décision entérine sa cinquième défaite en autant



« C'est une décision unanime. Les recours sont par la présente rejetés. En conséquence, nous déclarons le premier défendeur (William Ruto) président élu »

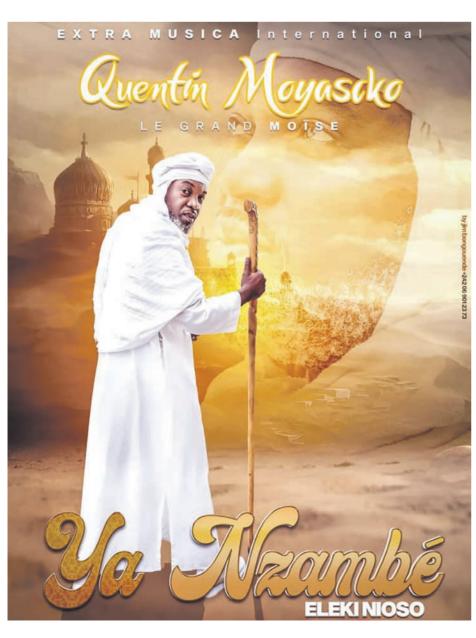
de candidatures à la présidence. Figure historique de l'opposition soutenue cette année par le pré-

sident sortant, Uhuru Kenyatta, et son puissant parti, il a contesté les résultats des trois dernières présidentielles. Raila Odinga avait obtenu en 2017 l'annulation de l'élection par la Cour suprême, une première en Afrique. Il avait fait de cette nouvelle bataille judiciaire « un combat pour la démocratie et la bonne gouvernance » face aux «cartels de la corruption ».

Le scrutin s'était déroulé dans le calme le 9 août. Mais la proclamation des résultats avait été chaotique. Quatre des sept membres de la commission électorale s'étaient désolidarisés des résultats, accusant leur chef Wafula Chebukati de s'être engagé dans un processus «Xopaque».

La proclamation de l'élection de William Ruto avait ensuite déclenché des échauffourées dans des bastions de partisans de Raila Odinga. Les périodes électorales au Kenya ont à plusieurs reprises été sources de violences. Les plus meurtrières, en 2007, ont fait plus de 1 100 morts et des centaines de milliers de déplacés.

Yvette Reine Nzaba





N°4331 - Mercredi 7 septembre 2022

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

AFRIQUE/MONDE | 9

ENVIRONNEMENT

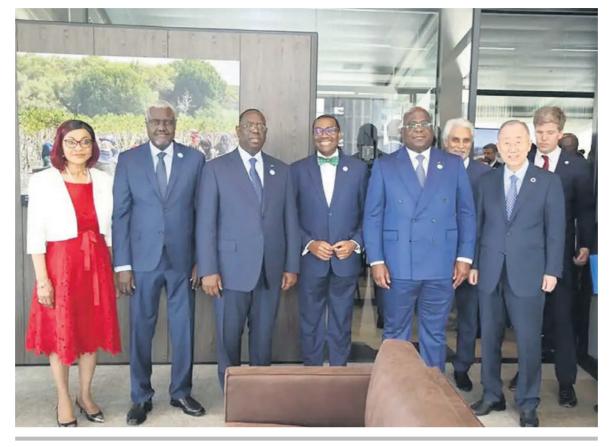
25 milliards de dollars au service de l'adaptation climatique en Afrique

Le Centre mondial pour l'adaptation climatique (CGA) entend mobiliser 25 milliards de dollars d'ici 2025 au service du financement de l'adaptation climatique en Afrique. C'est ce qui ressort du sommet africain dont les travaux ont été lancés le 5 septembre 2022 à Rotterdam, aux Pays-Bas.

Les dirigeants africains, Macky Sall, président du Sénégal et président en exercice de l'Union africaine, Nana Akufo-Addo, président du Ghana, parlant au nom des 55 pays les plus vulnérables au monde, Félix Tshisekedi, président de la République démocratique du Congo ainsi que Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'Union africaine, ont effectué le déplacement de Rotterdam pour présenter le Programme d'accélération de l'adaptation en Afrique. En outre, ils ont fustigé l'absence des pays riches au sommet de Rotterdam.

A deux mois de la conférence des Nations unies sur le climat (COP27) de Charm el-Cheikh, en Egypte, les dirigeants africains souhaitaient profiter de ce rendez-vous pour mobiliser l'attention internationale sur l'une des priorités du continent, alors que la pandémie de Covid-19 et le choc inflationniste lié à la crise ukrainienne amenuisent ses capacités financières.

Trente-trois Etats africains sur cinquante-quatre font partie des pays les moins avancés. « Nos pays sont d'ores et déjà contraints de consacrer entre 2 % et 5 % de leur PIB pour faire face à un problème qu'ils n'ont



« Nos pays sont d'ores et déjà contraints de consacrer entre 2 % et 5 % de leur PIB pour faire face à un problème qu'ils n'ont pas créé. Ils reçoivent une part insignifiante de financements internationaux. C'est une des plus choquantes injustices à l'égard du continent »

pas créé. Ils reçoivent une part insignifiante de financements internationaux. C'est une des plus choquantes injustices à *l'égard du continent »*, a critiqué Moussa Faki Mahamat.

« Seulement responsable de 3% de la pollution mondiale, l'Afrique est la zone la plus vulnérable face à ces changements climatiques. Chaque dollar investi dans l'adaptation génère un impact de 100 dollars », a rappelé Ban Ki-moon, ancien secrétaire général de l'ONU.

Environ cinquante milliards de dollars par an sont nécessaires pour mettre en œuvre les politiques d'adaptation élaborées par les gouvernements africains d'ici à 2030. Seule une partie peut être assurée sur des ressources intérieures. Le Rwanda a, par exemple, déjà averti qu'il n'était pas en mesure de couvrir plus de 40 % de ses besoins, le Ghana un tiers et le Kenya à peine plus de 10 %.

A noter qu'au cours des années 2019 et 2020, une moyenne annuelle de 29,5 milliards de dollars de financement climatique a été engagée en Afrique et environ 39 % de ces engagements, soit 11,4 milliards de dollars, ont ciblé des activités d'adaptation. Sur les 11,4 milliards de dollars d'engagements d'adaptation suivis de 2019 à 2020, plus de 97 % provenaient d'acteurs publics, tandis que moins de 3 % provenaient du secteur privé.

Le Centre mondial sur l'adaptation climatique estime essentielle « une augmentation de l'accès à des données climatiques solides pour éclairer les décisions d'intégration ».

Yvette Reine Nzaba

SÉCHERESSE

L'ONU s'inquiète d'un épisode « La Niña » d'une durée sans précédent pour le siècle

L'épisode actuel du phénomène climatique « La Niña » notamment responsable de l'aggravation de la sécheresse dans la corne de l'Afrique devrait avoir une durée sans précédent pour ce siècle et persister au moins jusqu'à la fin de l'année, a indiqué l'ONU.

Il s'agirait pour ce siècle du premier épisode «La Niña» s'étendant sur trois hivers consécutifs dans l'hémisphère nord (ou trois Etés consécutifs dans l'hémisphère sud), selon le dernier Bulletin publié de l'Organisation météorologique (OMM. « Un épisode la Niña qui s'étend sur trois années consécutives est vraiment exceptionnel », écrit le secrétaire général de l'OMM, Petteri Taalas. Si cela venait à se confirmer, ce ne serait que la troisième fois depuis

1950 que ce phénomène est observé pendant trois hivers consécutifs, indique l'OMM. L'actuel épisode La Niña, qui s'est amorcé en septembre 2020, devrait se poursuivre au cours des six prochains mois, peut-on lire dans le bulletin. Le phénomène La Niña - l'équivalent froid d'El Niño provoque un refroidissement d'une partie des eaux de surface du Pacifique, influençant le cycle de précipitations et le climat de certaines régions du globe. L'épisode que nous traversons actuellement a été intensifié par le renforcement des alizés entre la mi-juillet et la mi-août 2022, modifiant le régime des températures comme des précipitations et exacerbant les sécheresses et les inondations dans différentes parties du monde.

L'Afrique de l'est, une région en urgence

« La sécheresse qui s'intensifie dans la Corne de l'Afrique et dans le sud de l'Amérique du Sud porte la marque de la Niña tout comme les précipitations supérieures à la moyenne enregistrées en Asie du Sud-Est et en Australie », souligne le patron de l'OMM. « Les dernières nouvelles communiquées par le Bulletin confirment malheureusement les projections climatiques régionales, selon lesquelles la sécheresse dévastatrice qui sévit actuellement dans la Corne de l'Afrique va s'aggraver et frapper des millions de personnes », a-t-il ajouté.

Cette région, où le risque de famine grandit en raison de la

sécheresse, se prépare à une cinquième saison des pluies consécutive ratée. Les phénomènes El Niño et La Niña sont des facteurs déterminants du système climatique de la planète, mais ce ne sont pas les seuls. Le refroidissement qu'occasionne le phénomène La Niña « ralentit temporairement la hausse des températures mondiales, mais il n'aura pas pour effet d'enrayer ou d'inverser la tendance au réchauffement sur le long terme », prévient Petteri Taalas.

Noël Ndong

PÉNURIE D'ESSENCE À KINSHASA

Didier Budimbu appelle au calme

Depuis le 5 septembre à Kinshasa, il y a de longues files d'attente des véhicules dans les stations-service.

Au regard de cet état de fait, le ministère des Hydrocarbures tient à informer la population congolaise en général et kinoise en particulier que cette situation fait suite à la baisse sensible de stocks en essence. D'ordinaire, la capitale consomme plus ou moins 1100 m3/jour et à la suite à cette décrue, un plan de contingentement est appliqué pour assurer la ville en essence essentiellement.

Dans le souci d'éviter la rupture totale, le gouvernement, en concertation avec les entreprises opérant dans le domaine, s'est résolu à appliquer le plan de contingentement, en vue de faire baisser de 1100 m³ à 660 m³/jour la consommation en essence dans la ville rien que pour l'essence ainsi que le jet.



L'essence devenue une denrée rare à Kinshasa /DR

En ce qui concerne le jet, le navire assurant le ravitaillement est à quai de Banana réceptionné par Socir depuis le 3 septembre. La cargaison devra remonter à Ango-Ango, aux environs de Matadi pour son acheminement vers Kinshasa. Ce qui devrait prendre une semaine. Pour ce qui est de l'approvisionnement en essence, la cellule de communication du ministre des Hydrocarbures indique que le bateau est attendu le 14 septembre courant. Pendant ce temps, le gouvernement s'apprête à payer le manque à gagner des sociétés pétrolières pour leur permettre de s'ap-

provisionner. Face à cette situation, le ministre des Hydrocarbures, Didier Budimba, appelle la population au calme et la rassure du contrôle de la situation pour qu'elle redevienne à la normale.

En outre, le ministère des Hydrocarbures rappelle que ce plan de contingentement est aussi appliqué dans les stations-service avec la limitation du volume en litre par véhicule afin de permettre la gestion transitoire de cette période passagère de la baisse de stock d'essence en attendant bien évidemment le ravitaillement escompté.

 ${\it Blandine \, Lusimana}$

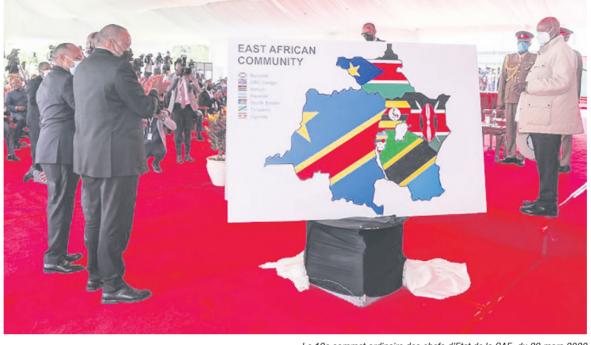


COMMUNAUTÉ D'AFRIQUE DE L'EST

Une délégation d'hommes d'affaires en RDC pour explorer les opportunités

Du 6 au 9 septembre, le secrétaire général de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), Peter Mathuki, est en RDC, avec une délégation comprenant les chefs des organes et institutions de la CAE et d'éminents chefs d'entreprises régionaux. L'objectif de leur déplacement est de renforcer l'intégration du dernier pays à rejoindre la CAE et explorer les liens commerciaux.

La mission inaugurale de la CAE à Kinshasa, indique l'institution, vise à sensibiliser les fonctionnaires de la RDC aux instruments existants de la CAE, à créer des synergies commerciales, à explorer et à établir des partenariats commerciaux et des liens immédiats pour les associations d'entreprises. La mission de quatre jours débutera par un forum de deux jours entre les représentants du gouvernement de la RDC et le secrétariat de la CAE, l'Assemblée législative de l'Afrique de l'Est (EALA) et la Cour de justice de l'Afrique de l'Est (EACJ) ainsi que les huit institutions de la Communauté. Le forum, explique-t-on, fournira une plate-forme pour les chefs des organes et institutions de l'EAC afin d'améliorer la sensibilisation et la compréhension des différents engagements dans les piliers de l'intégration et les instruments de gouvernance qui sont en place au niveau de la CAE, aux fonctionnaires du gouvernement de la RDC. « Ce forum créera une plateforme pour améliorer la compréhension par les fonctionnaires du gouvernement de la RDC des instruments d'intégration de la CAE tels que les protocoles, les lois, les politiques et les stratégies », a



Le 19e sommet ordinaire des chefs d'Etat de la CAE, du 29 mars 2022

déclaré le Peter Mathuki.

La délégation de la RDC sera dirigée par le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de la RDC, Christophe Lutundula Apala Pen'Apala.

Des réunions interentreprises Les 8 et 9 septembre, les dirigeants du secteur privé, accompagnant le secrétaire général de la CAE, tiendront des réunions interentreprises (B2B) avec des entrepreneurs de la RDC. La réunion, soutenue entre autres par Equity BCDC, une filiale d'Equity Group Holdings Plc, a pour but d'explorer les

possibilités de créer des liens et des partenariats commerciaux, dans des domaines d'intérêt commun, afin de développer les relations commerciales et d'investissement. Célestin Mukeba, directeur général d'Equity BCDC, a déclaré : « Equity BCDC est honorée de soutenir cette mission inaugurale du secrétaire général de la CAE, qui conduit une délégation de chefs d'entreprises de premier plan dans la région de la CAE. Depuis que la RDC a rejoint la CAE, l'ensemble du bloc compte désormais environ 300 millions de personnes, ce qui offre à la région un formidable marché, avec des opportunités de partenariat et d'investissement massives dans des secteurs tels que l'exploitation minière, l'agriculture, les TIC et la santé. Equity BCDC est ici en RDC pour aider à soutenir le financement de ces activités en tant que partenaire de confiance du East African Business Council et de l'EAC », a-t-il ajouté.

Renforcer les liens entre les associations d'entreprises de la CAE

Le forum, indique la CAE, sera également l'occasion pour les chefs d'entreprises de la région de débattre des défis auxquels le secteur privé est confronté avec le secrétaire général de l'EAC. « Ce forum du secteur privé fournira une plate-forme pour des rencontres sur mesure entre les entreprises, les investisseurs et les agences gouvernementales et permettra de renforcer les liens entre les associations d'entreprises de la CAE et notre dernier État partenaire», a ajouté Peter Mathuki.

La RDC appelée à créer des conditions favorables

Le 19e sommet ordinaire des chefs d'Etat de la CAE, du 29 mars 2022, a admis la RDC à la suite d'une recommandation du conseil des ministres de cette institution. Après le dépôt des instruments de ratification par la RDC le 11 juillet et conformément à l'article 8 du traité de la CAE, la RDC est censée planifier et orienter ses politiques et ses ressources en vue de créer des conditions favorables au développement et à la réalisation des objectifs de la Communauté et de promulguer des lois pour assurer la mise en œuvre des dispositions du traité.

Patrick N dungidi

ADMINISTRATION PUBLIQUE

Vers la redynamisation du processus de la mécanisation

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a présidé, le vendredi 2 septembre, en visioconférence le soixante-septième conseil des ministres.

Au nombre des points abordés dans sa traditionnelle communication a figuré la problématique de l'exclusion salariale eu égard aux frustrations générées par le non-paiement, ces derniers mois, de plusieurs agents et fonctionnaires de l'Etat. Il appert, d'après le compte-rendu ayant sanctionné ce conseil, que les agents et fonctionnaires concernés seraient carrément exclus du système de paie. Ce qui a suscité plusieurs interrogations dans le chef du garant de la nation qui a tenu à en savoir un peu plus sur cette question. C'est ainsi que des instructions claires ont été données au vice-Pre-

mier ministre, ministre de la Fonction publique, Modernisation de l'administration et Innovation du service public pour poursuivre, avec le concours de son collègue du Budget ainsi que celui des Finances, le processus de la mécanisation des agents et fonctionnaires de l'Etat identifiés, certifiés et régulièrement inscrits dans le fichier de référence de l'Administration publique.

Il en découle, après analyse, que cette situation résulterait soit de la non-mécanisation desdits agents qui exercent pourtant au sein des administrations, soit de leur impossibilité d'accéder, bien que mécanisés, à leurs rému-

nérations auprès des banques commerciales agréées pour des raisons propres à ces dernières. C'est dans l'arrière-pays où les agents concernés éprouvent beaucoup de peines pour atteindre les autorités habilitées afin qu'elles interviennent en leur faveur. renseigne le compte-rendu. Rappelant le caractère sacré que revêt la rétribution salariale dans la vie de tout travailleur et dans le souci de détruire ces germes des frustrations sociales, le chef de l'Etat a, par ailleurs, demandé au Premier ministre de réunir, autour de lui, les trois membres du gouvernement précités ainsi que les acteurs concernés en vue de procéder à une évaluation diligente qui aura pour but de déceler les faiblesses du système pour ainsi envisager des solutions idoines à y apporter. Dans le même ordre d'idées, les autorités et acteurs précités ont été chargés d'enclencher le processus devant conduire vers une réforme urgente de la politique salariale dans le but de réduire, le plus possible, les inégalités et autres disparités existant entre différents agents publics de l'Etat, entre différentes administrations et institutions, mais aussi entre Kinshasa et les provinces.

Alain Diasso

12 | RDC/KINSHASA LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE N°4331 - Mercredi 7 septembre 2022

PRISONS DE LA RDC

La FBCP plaide pour la séparation des détenus militaires des civils

L'ONG pense que les détenus militaires, dont la présence dans les prisons civiles constitue un danger permanent, doivent être évacués pour les prisons militaires dont celle d'Angenga, dans l'ex-Equateur.

Dans un communiqué signé le 6 septembre, la Fondation Bill-Clinton pour la paix (FBCP) sollicite des autorités administratives et judiciaires militaires la séparation des militaires et les civils dans les prisons en République démocratique du Congo (RDC). Pour cette ONG de défense des droits de l'homme, cette disjonction conseillée permettra notamment d'éviter des évasions telles que celle enregistrée récemment à la prison centrale de Butembo. La FBCP rappelle, en effet, que la RDC n'a que deux prisons militaires et ses garnisons. Il s'agit, selon cette association de la prison militaire de Ndolo et la celle d'Angenga, dans la province de l'ex-grand Équateur. Et de noter qu'avec la prise du pouvoir par l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo en 1997, la prison centrale de Makala, qui est une prison civile, recevait provisoirement des détenus militaires. La FBCP



L'entrée principale de la prison centrale de Makala/DR

indique, par ailleurs, que cette prison construite par le colon belge pour une capacité de 1500 détenus en accueille, à ce jour, 9 800 dont 2 240 seulement sont déjà condamnés. L'ONG fait également savoir que la prison militaire de Ndolo, qui a été réhabilité par les Pays-Bas avec une capacité de places a dépassé le nombre de deux mille détenus. L'association

indique aussi que certains détenus militaires ont refusé leur transfèrement à la prison centrale de Ndolo, préférant continuer leur incarcération à la prison centrale de Makala. «Pire, le nombre de détenus militaires dans cette prison civile continue d'augmenter chaque jour qui passe », a dénoncé cette ONG.

Citant sa délégation qui a visité la prison centrale de Makala, le 5 septembre, la FBCP indique que le nombre de détenus militaires dans ce centre pénitentiaire est de 580 dont trois généraux de l'armée congolaise. « Il y a, par exemple, dans le pavillon 8, où est logé l'ancien vice-président de l'Assemblée nationale congolaise, Jean-Marc Kabund, certains officiers militaires sans droit de visite », a fait

savoir cette ONG.

Des prisons construites au milieu de la population

La FBCP dit craindre que l'emplacement de la prison centrale de Makala, située au milieu de la population, constitue un danger pour celle-ci. « Notre crainte est que la prison centrale de Makala soit située au milieu de la population. Et, s'il y a une autre évasion comme celle du 17 mai 2017, il y a risque d'avoir beaucoup de victimes comme à cette date-là. Plus grave encore, certains d'entre ces détenus militaires détiennent des appareils de communication dans leurs cellules de la prison centrale de Makala », a souligné cette association. Pour éviter que ces incidents arrivent, la FBCP préconise une action préventive d'urgence qui constituera notamment à l'évacuation des détenus militaires pour la prison d'Angenga.

Lucien Dianzenza



FESTIVAL « MBOTE HIP-HOP »

Sam Samouraï et Mimie à l'affiche de la 6^e édition

Les artistes congolais Sam Samouraï et camerounaise Mimie sont les têtes d'affiches du rendez-vous de musique urbaine, « Mbote Hip-Hop », qui se tiendra le 17 septembre sur le parvis de l'Institut français du Congo (IFC).

Au Congo comme au Cameroun, Sam Samouraï et Mimie sont deux artistes afropop connus du grand public et dont la musique séduit de nombreux mélomanes. Avec leur style musical osé et leur énergie, c'est un véritable cocktail musical explosif que réservent ces deux artistes au public brazzavillois. Ce n'est donc pas étonnant que l'IFC les ait choisis pour rehausser l'éclat de cette sixième édition du festival Mbote

Hip-Hop qui, en raison de la pandémie de covid-19, n'a pas pu se tenir en présentiel ces deux dernières années. Mais, avec l'amélioration de la situation sanitaire en République du Congo, l'événement fait son come-back et donne donc l'opportunité au public de venir partager un moment unique avec les artistes locaux et d'ailleurs, ainsi qu'avec ceux qui essaient de faire leurs premiers pas dans cet univers musical.

Le festival réunira, en première partie, les gagnants des tremplins Mbote Hip-Hop 2022. Il s'agit d'Ice Vibes, Prince Jackson, Hyperbole et DJ FM; respectivement gagnants des catégories musiques urbaines, danse urbaine, slam et DJ. Lors de cette édition, le festival



prévoit également de faire passer sur scène les lauréats des deux précédentes éditions, à savoir Blasko Dixon, DJ Koby, lauréats 2020, et Bony Black, Street Art Congo, Masa et DJ Showbiz, lauréats 2021. Ainsi, les lauréats de ces trois dernières années animeront l'ouverture du festival avant de céder la scène à l'artiste congolais Sam Samouraï, créateur du concept musical « sapogang », et l'artiste came-

rounaise afropop et RnB Mimie à qui l'on doit, entre autres, les single « Dance for you » et « Je m'en fous. L'entrée est gratuite.

Notons que chaque édition du festival Mbote Hip-Hop est précédée de l'organisation des scènes Tremplin. Une compétition qui contribue à susciter des passions liées aux métiers de la musique urbaine, ainsi qu'à aider de jeunes artistes à faire valoir leur potentiel pour un début de carrière. Au terme des battles, trente d'entre eux bénéficient d'une formation de deux semaines animée par Vivendi Create Joy, Universal Music Africa et L'IFC. Les lauréats de cette année sont actuellement en formation.

Merveille Atipo

FOOTBALL

Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora au Moyen-Orient et aux Etats-Unis

Arabie Saoudite, 2e journée, 1re division Guy Mbenza, remplacé à la 90e+1 et Al Taee Hail battent Al Adalah 1-0. Le club de l'international congolais, buteur lors de la 1re journée, compte 6 points en deux matches.

Emirats arabes unis, 1re journée, 1re division Première titularisation pour Prestige Mboungou lors du match nul d'Ajman face à Al Ain (1-1). Remplacé à la 89e.

Etats-Unis, 1re division

Adilson Malanda était titulaire dans l'axe droit de la défense de Charlotte, battu à Cincinnati (0-2).

Emirats arabes unis, 1re journée, 1re division Première titularisation pour Prestige Mboungou lors du match nul d'Ajman face à Al Ain (1-1). Remplacé à la 89e.

Etats-Unis, 2e division,

New Mexico United s'incline face à El Paso Locomotive (1-2). Titulaire, Raddy Ovouka a joué toute la rencontre. Son équipe est 5e de Conférence Ouest avec 42 points.

Junior Etou était titulaire, pour la quatrième fois de la saison, lors du carton des Tampa Bay Rowdies face aux Las Vegas Lights (6-1). Passeur décisif sur le premier but de son équipe, le milieu défensif international est à l'origine du second but. Remplacé à la 61e à 3-1

Les Floridiens sont 2e de Conférence Est avec 54 points.

France, 7e journée, 2e division

Remplaçant, Mons Bassouamina est entré à la 62e, alors que Pau était mené 0-1 par Saint-Etienne. Palois et Stéphanois se quittent finalement sur un nul 2-2 qui n'arrange personne puisque les deux formations sont 19e et 20e avec 4 points chacune.

France, 4e journée, 3e division

Le Paris 13 Atletico prend un point face



Junior Etou est impliqué sur deux des six buts de Tampa Bay face à Las Vegas (rowdiessoccer.com) à Sedan (0-0). Avec Jordy Kaloukadilandi capitaine et avec Randi Goteni titulaire à la récupération. Le promu, entraîné par Jean-Guy Wallemme, est 16e avec 3 points.

Le Red Star, en revanche, reste sur le podium après son match nul au Mans (0-0). Fred Dembi, posté en sentinelle, a été averti à la 89e.

Italie, 5e journée, 1re division

Match des extrêmes entre la lanterne rouge, Monza, et le leader de Série A, l'Atalanta. La logique a été respectée avec la victoire 2-0 de Bergame sous les yeux de Warren Bondo, resté sur le banc.

Portugal, 5e journée, 1re division

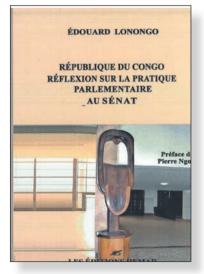
Boavista souffre mais gagne face à Paços de Ferreira (1-0). Associé à Perez à la récupération, Gaïus Makouta a joué toute la rencontre.

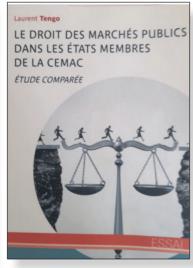
Avec 9 points, Boavista est 5e à 6 longueurs du Benfica, premier.

 ${\it Camille\, De lourme}$

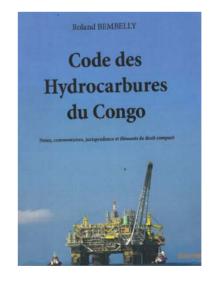


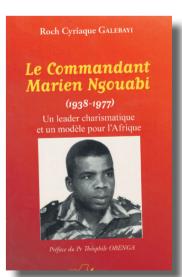
EN VENTE

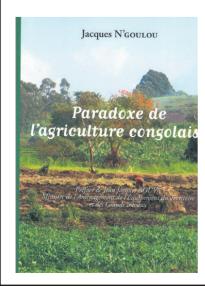








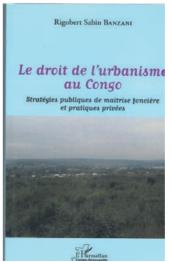


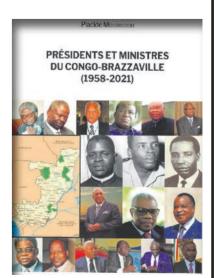






Roland Bembelly et Annicet Cyriaque Nassy Pratt







Projet de Développement Intégré des Chaines de Valeurs Agricoles au Congo (PRODIVAC)

AMI N° 025-PPM / MEPSIR / UCP-PRODIVAC 2022



Secteur: Agriculture ments

Référence de l'accord de financement : Prêt FAD 2000200004602

N° d'identification du Projet : P-CG-A0-002

1.Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un prêt de la Banque africaine de développement (BAD) afin de couvrir le coût du Projet de Développement Intégré des Chaines de valeurs Agricoles au Congo « PRO-DIVAC », et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce prêt pour financer le contrat relatif aux service d'un Cabinets de consultants chargé de réaliser les études techniques et architecturales (en première phase), ainsi que le contrôle et la surveillance des travaux de réhabilitation (en deuxième phase) des centres d'incubation de type Songhaï à Louvakou dans le Département du Niari et à Otsende dans le Département de la Cuvette.

Les services prévus au titre de ce contrat comprennent :

En première phase: les études techniques et architecturales. Il s'agit entre autres de : (i) Consulter les parties bénéficiaires sur leurs besoins; (ii) procéder au relevé des infrastructures existants et leur implantation dans l'ensemble du lotissement; (iii) concevoir et retenir la proposition architecturale la plus opportune, pertinente et significative tant du point de vue de la fonction, de la forme que de la structure des ouvrages; (iv) développer des plans d'ameublement intérieur afin de préciser les installations relatives des différents équipements et leur incorporation judicieuse dans l'intérieur et l'extérieur des bâti-

ments à travers l'Avant-Projet Sommaire (APS); (v) déterminer les prix unitaires réalistes tenant compte de la provenance des matériaux rendus chantier, de l'importance des travaux à réaliser et des normes standards en la matière à travers l'Avant-Projet Détaillé (ADP); (vi) établir le devis confidentiel ; (vii) établir le cahier des prescriptions techniques inhérent au Dossier d'Appel d'Offres « DAO» en y insérant les questions environ-

nementales et sociales; (vii) participer à l'éva-

luation des offres et recommandation d'at-

tribution , en qualité de

consultant-observateur technique.

En seconde phase : le contrôle et la surveillance des travaux de réhabilitation. Il s'agit entre autres de : (i) Suivre au quotidien l'ensemble de l'exécution des travaux, y compris la préparation des mortiers, bétons et briques ; (ii) Rédiger les rapports de démarrage et de fin, ainsi que des rapports mensuels d'avancement des travaux; (iii) Organiser et diriger les réunions de chantiers, avec rédaction et diffusion des comptes rendus; (iv) Informer systématiquement le Client de tout évènement imprévu pouvant intervenir en cours d'exécution des travaux, avec indication des conséquences notables; (v) Vérifier et contrôler la conformité de l'exécution des travaux et des fournitures aux prescriptions des pièces contractuelles, en matière de qualité, de délai et de coût; (vi) Contrôler et maîtriser les délais; (vii) Choisir les options techniques ; (viii) Assurer la liaison régulière avec les organismes de contrôle éventuels de l'Etat; (ix) Établir et transmettre au Client pour signature, les projets d'ordres de service, puis assurer la notification de ceux-ci à l'entreprise;

(x) Assurer la coordination entre les différents intervenants ainsi que celle de l'exécution de l'ensemble des travaux.

La mission de déroulera à Brazzaville, à Louvakou dans le département du Niari et à Otsende dans le département de la Cuvette. Pour la première phase, la durée sera de 3 mois au maximum, tandis que pour la seconde, elle sera liée à la durée d'exécution des travaux.

2. L'Unité de Coordination du projet PRODI-VAC, ci-après dénommée « l'Organe d'Exécution, (OE) en sigle » invite les Consultants (firmes) à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations susmentionnées (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions semblables, disponibilité de personnel qualifié et expérimenté, etc.). Les consultants peuvent s'associer pour augmenter leurs chances de qualification. L'intérêt manifesté par un Consultant n'implique aucune obligation de la part du projet de le retenir sur la liste restreinte.

3.Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection se feront conformément à la politique et au Manuel des Opérations de passation des marchés du Groupe de la Banque Africaine de Développement, édition d'Octobre 2015, qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : http://www.afdb.org.

4.Les consultants (firmes) intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux jours et heures d'ouverture des bureaux suivantes : de lundi à vendredi, de 09h00 à 15 h00, heure locale (TU+1).

Les expressions d'intérêt doivent être rédigées en français et déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 14 Septembre 2022 à 12 h 00, heure locale (TU+1) et porter expressément la mention suivante: « « AMI N° 25-PPM / MEPIR / UCP-PRO-DIVAC 2022: RECRUTEMENT D'UN CABINET **DES CONSULTANTS CHARGE DE REALISER** LES ETUDES TECHNIQUES ET ARCHITEC-TURALE (PHASEI), AINSIQUE LE CONTROLE ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX (PAHSE II), POUR LA REHABILITATION, DES CENTRES D'INCUBATION DE TYPE SONGHAÏ A LOU-VAKOU DANS LE DEPARTEMENT DU NIARI ET A OTSENDE DANS LE DEPARTEMENT DE LA CUVETTE ou transmis par mail en format PDF l'adresse suivante :

Unité de Coordination du PRODIVAC

A l'attention de : Monsieur le Coordonnateur du PRODIVAC

N° 13 de la rue Duplex, secteur Blanche Gomez Brazzaville-Congo Tél: (242) 04 464 31 31/06 612 76 84/ E-mails: prodivaccongo@gmail.com/pat.2016. otonghos@gmail.com.

> Fait à Brazzaville le, 23 Aout 2022 Le Coordonnateur du PRODIVAC Benoît NGAYOU

COMMUNIQUÉ

Il est porté à la connaissance des anciens élèves et stagiaires congolais des écoles Inter-Etats de Ouagadougou ex groupe des écoles EIER-ETSHER/2iE, toutes promotions confondues, de la tenue de l'Assemblée générale constitutive le samedi 10 septembre 2022 à 9h précise dans la salle de réunion de l'hôtel ELBO Suites, sise derrière la direction générale de MTN vers City-Center. Le présent communiqué tient lieu de faire-part. Marien Ngatsé

IN MEMORIAM

7 septembre 2002 – 7 septembre 2022

Cela fait exactement 20 ans, que disparaissait notre père et grand-père, Félix Marrel Mambou.

En cette date de triste anniversaire, nous te témoignons une fois de plus notre amour, et continuons à prier pour le salut de ton âme.

Papa! tu resteras à jamais gravé dans nos cœurs.

Que tous ceux qui t'ont connu aient une pensée pieuse pour toi.

A cet effet, des intentions de prière seront dites le mercredi 7 septembre 2022 à 6heures et le dimanche 11 septembre 2022 à 11heures dans les paroisses Notre-Dame-du Rosaire de Bacongo et Jésus Ressuscité et de la Miséricorde Divine du Plateau des 15 ans.

Mémoire éternelle! Tes enfants et petits enfants.

PROGRAMME DES OBSÈQUES

La famille, les enfants Ndiki et Stanislas Okassou ont le regret de faire part aux parents, amis et connaissances de Brazzaville, Makoua, Ouesso et Pointe-Noire, du décès de leur frère, grand frère, neveu, père et oncle Baudouin Ndiki (Bardin), agent à la Fonction publique,



récemment nommé directeur départemental de la Fonction publique à Ewo (Cuvette-ouest), survenu le 23 août 2022. Le deuil se tient au domicile du défunt situé dans la commune de Kintélé sur la voie de la deuxième sortie nord de Brazzaville. Référence: Entre la résidence Elonda et la station service Total.

Le programme des obsèques se présente comme suit :

Mercredi 7 septembre : 9h00 : levée de corps à la morgue de l'hopital de Talangaï ;

11h00 : recueillement au domicile familial ; 13h00 : départ pour le cimetière privé Bouka ;

15h00 : fin de la cérémonie.



OUVERTURE DES LIGNES ETOUMBI - KELLE & ETOUMBI - MBOMO!!

après une interruption momentanée de la ligne Etoumbi - Kelle, votre transporteur vous annonce sa relance et l'ouverture du tronçon Etoumbi - Mbomo



Brazzaville
ETOUMBI - KELLE
tous les

MARDIS

SAMEDIS



Brazzaville
ETOUMBI - MBOMO
tous les

JEUDIS

www.oceandunord.com contact@oceandunord.com

Phones: 05 728 88 33/ 06 587 44 60 Direction Brazzaville: 01, rue Ango av de la tsiémé Mikalou.







AVIS DE RECRUTEMENT N°02 / UGP-PRUC-19 POUR LE RECRUTEMENT D'UN « Responsable Administratif Financier et Comptable de l'UGP PRUC-19 » (Publication – période du 05 septembre au 08 septembre 2022)

L'Association Internationale de Développement en sigle « IDA » a accordé un prêt initial de dix millions quatrecent mille Euros (10 400 000 équivalents à 11 310 000 USD) au Gouvernement de la République du Congo afin de l'accompagner dans ses efforts de relever les défis de santé publique. Ce prêt, qui couvre la période de 2020 à 2023, soit trois (03) ans est destiné à appuyer la mise en œuvre de certaines activités du plan national de riposte contre COVID-19.

Depuis le début de la pandémie, des progrès importants dans le domaine des sciences ont permis l'émergence de nouvelles thérapies et la production de vaccins contre la COVID-19, ce qui représente un changement d'une importance capitale. La vaccination contre la COVID-19 a commencé dans de nombreux pays à revenu élevé en décembre 2020.

Vu l'importance capitale de contenir la propagation de la COVID-19 pour la santé et la reprise économique, il faudra donner accès aux vaccins contre la COVID-19 à la population congolaise ciblée et éligible afin d'accélérer la reprise des activités économiques et sociales. C'est dans ce cadre que la banque a accordé un financement additionnel (FA) équivalent à douze millions de Dollars des Etats-Unis (12 000 000 USD), soit à dix millions trois cent mille euros (10.300.000) à la République du Congo dans le cadre du projet PRUC-19. Ce FA permettra un accès au vaccin qui soit abordable et administré de manière équitable.

L'Objectif de Développement du Projet (ODP) est de : Prévenir, détecter et répondre à la menace posée par la COVID-19, et renforcer le système national de préparation de la santé publique.

Le Congo a aussi reçu un Don équivalent à 3 millions USD pour renforcer son système de santé.

Enfin, le 3ème Financement additionnel équivalent à 30 millions USD reçu par le Congo va améliorer le traitement et les soins, notamment la capacité de livraison d'oxygène du pays et en maintenant les services essentiels. Il encouragera également la demande de vaccination en renforçant les campagnes de communication et de sensibilisation qui sont essentiels de maintenir tout au long du déploiement de la vaccination COVID-

Il encouragera également la demande de vaccination en renforçant les campagnes de communication et de sensibilisation qui sont essentiels de maintenir tout au long du déploiement de la vaccination COVID-19.

Conformément à l'Accord de Financement, le Projet de Riposte d'Urgence au COVID-19 comprend trois (03) composante

<u>Composante 1:</u> Développer la détection précoce des cas, la capacité de diagnostic, la recherche des contacts, l'enregistrement et la notification des cas.

<u>Composante 2:</u> campagne de communication, engagement communautaire et changement de comportement.

<u>Composante 3</u>: Gestion de la mise en œuvre et suivi et évaluation.

Le projet est placé sous la tutelle du Ministère de la Santé et de la Population (MSP) et mis en œuvre par une Unité de Gestion du Projet (UGP). Parmi les conditionnalités requises pour poursuivre le projet, il est nécessaire de recruter différents experts au sein de cette UGP, dont un Responsable Administratif, Financier et Comptable (RAFC).

1. Mandat général :

La Section Administration, Finance et Comptabilité est placée sous la responsabilité du Responsable Administratif, Financier et Comptable qui a sous son autorité un (e) comptable, (e) et les chauffeurs.

Sous la responsabilité du Coordonnateur du Projet, le RAFC sera chargé entre autres de :

-superviser les activités de la comptabilité;

-appliquer au niveau de l'UGP l'ensemble des procédures comptables et financières énoncées dans les manuels du Projet et les directives de la Banque mondiale

2. Description des tâches:

Le RAFC aura pour tâches entre autres de : En matière de gestion administrative :

-appuyer la Coordination dans la gestion administrative, financière et comptable du PANC;

-participer à la programmation, au suivi et à l'évaluation des activités du projet :

-fournir aux consultants un appui logistique nécessaire pour l'accomplissement de leur mission ;

En matière de gestion financière :

-présenter à la Coordination du Projet pour approbation les budgets prévisionnels, les comptes annuels de l'HGP.

-présenter à la Coordination du Projet pour approbation les ordres de transferts de fonds sur les comptes spéciaux et autres comptes ouverts dans les banques de la place:

En matière de gestion du personnel :

-s'assurer de la tenue des dossiers individuels du personnel de l'UGP et de la documentation physique et électronique du Projet;

-s'assurer de la mise en œuvre des plans de formation du personnel des Agences d'Exécution concernées par le Projet ainsi que du personnel de l'UGP. **En matière de gestion du patrimoine :**

-Veiller au respect strict de la procédure d'approvisionnement en biens et services, en collaboration avec le Spécialiste en Passation de Marchés (SPM) de l'UGP; -S'assurer que les stocks et les équipements acquis sur les fonds sont régulièrement protégés et peuvent être

contrôlés à tout moment.

•Être titulaire d'un diplôme universitaire supérieur de niveau minimum licence ou équivalent (MSTCF, DESCF/DSCG, DESS, etc) en comptabilité, sciences économiques et financières ou toute autre discipline équivalente d'une institution connue (diplôme d'une école de commerce de réputation par exemple).

•Un diplôme professionnel supérieur en comptabilité du type Expert-Comptable (CPA, DEC, ACCA, ACA, etc) reconnu par un ordre professionnel comptable international, et ou de même qu'un diplôme en gestion de projet de développement serait un atout

•Jouir d'une expérience professionnelle pertinente d'au moins (05) cinq ans en gestion administrative et financière dans une entreprise privée, dans les projets de développement, ou autre expérience professionnelle jugée équivalente (en cabinet d'audit et d'expertise comptable) dont au moins 5 ans à des postes de responsabilité (Directeur comptable, Directeur Administratif et Financier, Contrôleur de gestion, Auditeur Manager;

•Une expérience pratique d'au moins trois (03) ans dans les domaines de gestion administrative, comptable et financière de structures financées par les Bailleurs de fonds internationaux (UE, IDA/Banque Mondiale, BAD, DFID, les Agences de l'ONU) serait un atout;

•Avoir une bonne maîtrise des procédures et directives des différents bailleurs de fonds, notamment de la Banque mondiale, serait un atout:

• Avoir la maîtrise des procédures de gestion de l'administration publique serait un atout ;

 Avoir une expérience dans les institutions ou projets similaires;

•avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point, TomPro...)

•très bonne maitrise du français.

NB: Tous les candidats fonctionnaires doivent noter que dans l'éventualité qu'ils sont retenus, ils ne pourront être recrutés qu'à condition qu'ils puissent prouver et/ou justifier qu'ils sont soit détachés ou mis en disponibilité par la fonction publique, et s'engagent individuellement dans le cadre de contrats de consultants individuels.

Sauf dans le cadre des exceptions prévues par la loi, les candidats ayant déjà été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au moment de postuler ne seront pas retenus, conformément à la loi. Ceci vaudra aussi pour les candidats atteignant l'âge de la retraite, soit au moment du recrutement, et/ou avant la fin de la pre-

4. Procédure et Méthode de Sélection

mière année du contrat.

La procédure de sélection sera conduite conformément au Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement de la Banque Mondiale, édition juillet 2016. Le recrutement sera effectué par appel à candidature et comportera deux (2) phases:

•Une phase de présélection des candidats par l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés pour le poste au regard de l'analyse de leurs CV;

•Une phase d'interview des candidats présélectionnés. Le candidat retenu à l'issue de la phase d'interview sera invité à une séance de négociation de son contrat de travail.

5. Composition du Dossier de candidature

Le dossier de candidature sera constitué comme suit : •Une lettre de motivation adressée à Monsieur le Coordonnateur de l'UGP-REDISSE IV;

•Les copies des diplômes (les originaux seront demandés pendant les entretiens);

•Un curriculum vitae détaillé;

•Les copies des attestations de travail du candidat dans le domaine couvert par le poste (Les originaux seront demandés pendant les entretiens).

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au siège de l'Unité de Gestion REDISSE IV au n° 01 rue Fourneau sis dans l'enceinte des nouveaux logements sociaux à Bacongo. Brazzaville, de 09 heures à 16 heures (heure de Brazzaville). Les dossiers de candidature doivent être rédigés en Français et portés la mention «Candidature au poste de Responsable Administratif, Financier et Comptable de l'UGP- PRUC-19 » et déposés sous pli fermé à l'adresse ci-dessus ou par voie électronique aux adresses (passationdesmarchesredisse@gmail.com/vitalevenceebelebe@gmail.com) au plus tard le 27 septembre 2022 à 12 heures.

Fait à Brazzaville, le 30 août 2022 Le Coordonnateur de l'UGP-PRUC-19, Vital Evence EBELEBE.

AVIS DE RECRUTEMENT N°01/ UGP-PRUC-19 POUR LE RECRUTEMENT D'UN « Spécialiste en Passation des Marchés de l'UGP PRUC-19 » (Publication – période du 05 septembre au 08 septembre 2022)

L'Association Internationale de Développement en sigle « IDA » a accordé un prêt initial de dix millions quatrecent mille Euros (10 400 000 équivalents à 11 310 000 USD) au Gouvernement de la République du Congo afin de l'accompagner dans ses efforts de relever les défis de santé publique. Ce prêt, qui couvre la période de 2020 à 2023, soit trois (03) ans est destiné à appuyer la mise en œuvre de certaines activités du plan national de riposte contre COVID-19.

Depuis le début de la pandémie, des progrès importants dans le domaine des sciences ont permis l'émergence de nouvelles thérapies et la production de vaccins contre la COVID-19, ce qui représente un changement d'une importance capitale. La vaccination contre la COVID-19 a commencé dans de nombreux pays à revenu élevé en décembre 2020.

Vu l'importance capitale de contenir la propagation de la COVID-19 pour la santé et la reprise économique, il faudra donner accès aux vaccins contre la COVID-19 à la population congolaise ciblée et éligible afin d'accélérer la reprise des activités économiques et sociales. C'est dans ce cadre que la banque a accordé un financement additionnel (FA) équivalent à douze millions de Dollars des Etats-Unis (12 000 000 USD), soit à dix millions trois cent mille euros (10.300.000) à la République du Congo dans le cadre du projet PRUC-19. Ce FA permettra un accès au vaccin qui soit abordable et administré de manière équitable.

L'Objectif de Développement du Projet (ODP) est de : Prévenir, détecter et répondre à la menace posée par la COVID-19, et renforcer le système national de préparation de la santé publique.

Le Congo a aussi reçu un Don équivalent à 3 millions

USD pour renforcer son système de santé. Enfin, le 3ème Financement additionnel équivalent à 30 millions USD reçu par le Congo va améliorer le traitement et les soins, notamment la capacité de livraison d'oxygène du pays et en maintenant les services essentiels. Il encouragera également la demande de vaccination en renforçant les campagnes de communication et de sensibilisation qui sont essentiels de maintenir tout au long du déploiement de la vaccination COVID-19. Il encouragera également la demande de vaccination en renforçant les campagnes de communication et de sensibilisation qui sont essentiels de maintenir tout au long du déploiement de la vaccination COVID-19.

Conformément à l'Accord de Financement, le Projet de Riposte d'Urgence au COVID-19 comprend trois (03) composantes.

<u>Composante 1:</u> Développer la détection précoce des cas, la capacité de diagnostic, la recherche des contacts, l'enregistrement et la notification des cas.

<u>Composante 2</u>: campagne de communication, engagement communautaire et changement de comportement

Composante 3 : Gestion de la mise en œuvre et suivi et évaluation

Le projet est placé sous la tutelle du Ministère de la Santé et de la Population (MSP) et mis en œuvre par une Unité de Gestion du Projet (UGP). Parmi les conditionnalités requises pour démarrer le projet, il est nécessaire de recruter différents experts au sein de cette UGP, dont un Spécialiste en Passation des Marchés (SPM).

•Nature et étendue des services

Sous la supervision générale du Coordonnateur du Projet, le Spécialiste en passation des marchés sera entre autres :

•Responsable de la mise en place d'un système simple de gestion de la passation des marchés comprenant : (i) la planification des opérations de passation des marchés, (ii) le suivi de l'avancement, (iii) l'analyse des écarts entre les réalisations et le plan de passation des marchés;

•Responsable de la qualité de l'ensemble du processus d'acquisition, et plus précisément de ce qui suit :

a. Faire le suivi, auprès des services techniques bénéficiaires ou de l'Unité de Gestion du projet, (i) de la préparation et de la finalisation des termes de référence (TDR) pour les acquisitions de services de consultant, et (ii) des spécifications techniques des biens et travaux;

b. Assurer le contrôle de qualité des dossiers d'appel d'offres, et des demandes de propositions (suivant les modèles fournis par l'IDA) préparés par les unités techniques devant être soumis à la non-objection de l'IDA et assurer leur transmission/vente selon le cas;

c. Effectuer l'exécution de la passation des marchés de toutes les activités du projet (revue préalable et à postériori) à travers la plateforme STEP, et ce de manière systématique;

d. Mettre en place un système de classement des dossiers de passation des marchés qui inclura pour chaque marché tous les documents relatifs à ce marché y inclus les documents relatifs aux paiements, en vue de permettre toute revue à posteriori de l'IDA dans STEP.

•Profil du consultant

téraux est souhaitée.

Le consultant devra avoir :

-Au moins un diplôme universitaire de niveau Bac +4 minimum en sciences de gestion, Economie, Droit, administration des affaires, Ingénieur en génie civil, architecte ou équivalent d'une université reconnue:

-Une très bonne connaissance des pratiques de passation des marchés en général et des règles de procédures de passation des marchés des banques multilatérales

, Une expérience d'au moins quatre (4) ans dans le domaine de la passation des marchés, dont deux (2) ans en rapport avec le domaine de la santé pour des projets financés ou cofinancés par les banques multilatérales de développement;

-Une bonne connaissance des logiciels usuels (Word, Excel, Power Point et autres outils de communication)

-Une parfaite maîtrise de la langue française ; -Une connaissance passive de l'anglais serait un atout

;

-Une bonne aptitude à travailler en équipe et sous pression; -Une formation additionnelle en passation de marché sur les procédures des partenaires multilatéraux et bila•Procédure et Méthode de Sélection La procédure de sélection sera condui

La procédure de sélection sera conduite conformément au Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement de la Banque Mondiale, édition juillet 2016. Le recrutement sera effectué par appel à candidature et comportera deux (2) phases:

•Une phase de présélection des candidats par l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés pour le poste au regard de l'analyse de leurs CV;
•Une phase d'interview des candidats présélectionnés.
Le candidat retenu à l'issue de la phase d'interview sera invité à une séance de négociation de son contrat de

•Composition du Dossier de candidature

Le dossier de candidature sera constitué comme suit : •Une lettre de motivation adressée à Monsieur le Coordonnateur de l'UGP-REDISSEIV;

•Les copies des diplômes (les originaux seront demandés pendant les entretiens);

•Un curriculum vitae détaillé;

•Les copies des attestations de travail du candidat dans le domaine couvert par le poste (Les originaux seront demandés pendant les entretiens).

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au siège de l'Unité de Gestion REDISSEIV au n° 01 rue Fourneau, sise dans l'enceinte des nouveaux logements sociaux à Bacongo-Brazzaville de 09 heures à 16 heures (heure de Brazzaville).

Les dossiers de candidature doivent être rédigés en Français et portés la mention «Candidature au poste de spécialiste en Passation des Marchés de l'UGP-PRUC-19 » et déposés sous pli fermé à l'adresse ci-dessus ou par voie électronique (passationdesmarchesredisse@gmail.com / vitalebelebe@gmail.com) au plus tard le 27 septembre 2022 à 12 heures.

Fait à Brazzaville, le 30 août 2022

Le Coordonnateur de l'UGP-PRUCè 19, Vital Evence EBELEBE. **16 | DERNIÈRE HEURE** LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE N°4331 - Mercredi 7 septembre 2022

CENTRE TECHNIQUE D'IGNIÉ

La Fifa assure la Fécofoot de son soutien

La Fédération internationale de football association (Fifa) a manifesté, le 3 septembre, sa volonté d'accompagner la Fédération congolaise de football (Fécofoot) dans le vaste chantier visant à moderniser le centre technique d'Ignié situé à 45km de Brazzaville.

Tavares Fernandes Gelson de Conceiçao, directeur des Associations membres pour l'Afrique qui a représenté la Fifa à l'assemblée générale élective de la Fécofoot, s'est rendu sur les lieux au lendemain des assises pour contrôler et faire des suggestions. La satisfaction relative à l'évolution des travaux est le premier constat qui s'est déga-

« Il y a déjà de belles choses qui ont été faites. On le voit avec les pelouses et l'éclairage. Ce n'est pas rien avec des unités d'hébergement que le président a prévu de rénover et d'en construire d'autres pour l'équipe A notamment et des féminines. Cela parle de lui-même quand nous voyons ces infrastructures pour la jeunesse congolaise, c'est une belle réalisation et un bel outil de travail », a indiqué le représentant de la Fifa. Et d'ajouter : « C'est un cadre qui est idéal. Un endroit où il fait bon vivre. Un endroit où le talent congolais pourrait certainement émerger. Nous sommes là pour accompagner la Fécofoot et son président à développer cet outil de travail. Quand je vois la surface



Les délégués de la Flfa accompagnés de ceux de la Fécofoot visitant le centre technique d'Ignié/Adiac

et le potentiel, je me dis qu'on va les aider vraiment parce que, je pense qu'ici on peut faire de belles choses . »

La visite ne se résume pas qu' au contrôle des projets que la Fifa finance, mais elle consistait aussi, selon Tavares Fernandes Gelson de Conceiçao, à accompagner et guider la Fécofoot à relever le défi de la modernisation grâce à des rapports détaillés sur les choses qui fonctionnent bien et celles qui fonctionnent un peu moins bien et faire avancer le projet.

« Le 2 septembre c'était la partie théorique avec les élections. Après il y a le travail. Aujourd'hui c'est la partie opérationnelle et la vérité des choses. Nous ne pourrons pas qu'être là dans les missions qui sont officielles, nous

devons aussi retrousser les manches ... C'est un travail d'équipe. La Fécofoot peut compter sur nous. Là nous sommes sur place et cela aide parce que ce sont des réalités, ce ne sont pas que des plans », a commenté le directeur des Associations membres pour l'Afrique.

Les choses à améliorer ont été évoquées lors de cette visite. Les spécialistes du projet et les architectes sont chargés de le remettre en l'état. Ce qui lui tient particulièrement à cœur est la conservation du patri-

« J'ai fait des suggestions mais je n'ai pas la science infuse, il y a des spécialistes, des architectes et des chefs de projets. Cela nous permet de voir ce qu'il y a sur place et de voir ce qui a été réalisé. Ce sera un élément clé pour la jeunesse congolaise qui vient ici. C'est leur outil de travail. C'est un bijou. C'est quelque part qu'on doit soigner, parce que souvent on se plaint de ne pas avoir les infrastructures. Elles sont présentes et il faut les soigner comme si c'était chez vous», a-t-il conclu.

James Golden Eloué

8° ÉDITION DES JEUX MILITAIRES INTERNATIONAUX

Le Congo termine à la troisième place

Les militaires congolais se sont contentés de la troisième marche, synonyme d'une médaille de bronze de leur catégorie derrière la Syrie et la Russie, au terme de la compétition qui s'est déroulée du 15 au 27 août au complexe régional des sports militaires en 1ère région militaire de Blida, en Algérie.

Au classement général les Congolais ont occupé la 7e place sur 16 pays engagés venus de l'Amérique latine, de l'Asie, de l'Europe de l'Est et de l'Afrique.

Cette compétition concernait les troupes aéroportées visait à renforcer la coopération militaire et technique internationale des pays participants ; d'augmenter le prestige du service militaire et l'entrainement de campagne des participants et démontrer les capacités de combat.

Le parcours d'obstacles, la course d'orientation, le parcours de tir après effort, le saut en parachute de précision et de chute opérationnelle, toutes ces épreuves se sont déroulées du 15 au 27 août. Elles ont eu lieu



une épreuve de saut en parachute de précision /DR

de façon continue, en plus d'autres compétitions sportives individuelles et collectives.

Rappelons qu'avant le démarrage de la compétition officielle, les militaires congolais et d'autres pays ont été conviés à une visite des sites retenus pour ces jeux. A l'issue de cette reconnaissance du terrain, le commandant du Groupement para commando, le général de brigade Blanchard Nguinou, avait exhorté sa troupe à la discipline, la cohésion et surtout à la performance afin de hisser haut le drapeau du pays.

La cérémonie d'ouverture et de clôture était placée sous les auspices du chef d'état-major général des Forces armées algériennes, le général d'armée, Saïd Chanegriha, en présence des autorités politiques et civiles locales ainsi qu'étrangères.

Pour la petite histoire, pour la première fois un challenge baptisé « Equatorial Patrol » avait été organisé par les Eléments français au Gabon, remporté par un duo congolais. Il avait rassemblé neuf équipes militaires issues du Gabon (trois équipes), du Tchad, du Cameroun, du Burundi, du Congo, de la République démocratique du Congo et une équipe (hors concours) du 6e BIM. Le binôme congolais, notamment l'Adjudant Firsty et le sergent Glin des forces armées congolaises sont les vainqueurs de l'édition 2021 du challenge Equatorial patrol organisé au Gabon.

Guillaume Ondze